

**7F Guide ressource pour
l'implantation des bergeries
Partie technique et
réglementaire**

PROJET GLOBAL DE MODERNISATION DES INSTALLATIONS POUR L'ELEVAGE DE PRE-SALE DANS LA MANCHE



Guide ressource pour l'implantation des bergeries

Partie technique et réglementaire



Avec la participation financière de :

AVRIL 2009



Charte pour l'implantation des bergeries de pré-salé dans le département de la Manche

Contexte

L'élevage d'ovins de pré-salés connaît une mutation fondamentale liée aux exigences économiques, à l'application des règles normatives propres aux élevages, à la mise en place de l'AOC et à la parution du décret d'application de la loi littoral relatif aux espaces remarquables.

Beaucoup de bergeries ne répondent plus aux besoins actuels. Elles ne sont donc pas fonctionnelles pour l'élevage professionnel.

En outre, la majorité sont aujourd'hui construites soit sur des parcelles protégées par la loi « littoral », soit en non-conformité avec des normes départementales sanitaires ou des règles d'urbanisme.

Au vu de ces différents enjeux collectifs (développement économique, préservation des paysages et de l'identité du territoire, ainsi que gestion de la biodiversité), il a été nécessaire d'aborder le devenir de cette activité et ses difficultés dans une démarche globale et partenariale de gestion durable du littoral.

C'est pourquoi, depuis 2005, se sont mobilisés notamment : les éleveurs regroupés dans le Syndicat de Défense de l'AOC de l'Agneau de pré-salé des Havres de la Côte Ouest du Cotentin et de la Baie du Mont-Saint-Michel, les services de l'Etat, le Conseil Général, la Chambre d'Agriculture, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), le Conseil Régional, l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et le Conservatoire du Littoral.

Objectifs du guide

Au vu de la complexité des problématiques, l'ensemble des partenaires a décidé de réaliser un « guide d'implantation des bergeries », à destination des éleveurs et des communes, qui permet de donner toutes les règles du jeu et les conseils pour réaliser des constructions, rénovations ou extensions de bergeries.

Avec ce document cadre, les éleveurs sont aujourd'hui en mesure d'établir leurs projets, au vu des différentes contraintes et exigences qualitatives. Les collectivités sont, quant à elles, en mesure d'intégrer à leurs documents d'urbanisme les orientations permettant de préserver harmonieusement les paysages de grande qualité des havres et de la baie et l'activité traditionnelle d'élevage qui y est associée.

Toutefois, le suivi des recommandations du guide n'exclut pas le risque de contentieux. En effet rappelons que l'implantation de bergeries sur le littoral relève d'un régime exceptionnel et que les éleveurs qui souhaitent en bénéficier auront à présenter des projets de grande qualité. Le guide apporte des conseils en vue de faciliter l'élaboration des projets mais il n'exonère pas le pétitionnaire d'une démarche individuelle exigeante en matière d'intégration paysagère, d'architecture et d'implantation.

L'ensemble des partenaires ayant travaillé à la constitution du « Guide ressource pour l'implantation de bergeries d'ovins de pré-éclée » accompagneront et soutiendront les éleveurs dans le montage de leur projet. De plus les élus trouveront auprès des organismes compétents l'appui nécessaire à la modification de leurs documents d'urbanisme.

Orientations du Guide

Le guide se compose de 3 volets interdépendants :

1. Aspects techniques (système de production d'élevage) et aspects réglementaires (loi littoral, Règlement Sanitaire Départemental – RSD –, classement de sites, documents de planification et PC) ;
2. Aspects paysagers et architecturaux ;
3. Synthèse cartographique des sites potentiellement aptes à l'accueil d'une bergerie d'ovins de pré-éclée.

■ Caractéristiques techniques des constructions

Elles ont été élaborées en prenant en compte les exigences du système d'élevage de l'AOC. En accord avec les professionnels, les seuils de dimension retenus sont donc les suivants :

- ± Dimension de l'atelier supérieure à 100 brebis
- ± 300 brebis /Unité de Travail Humain (UTH) au minimum

Pour 300 brebis, le chiffre retenu est celui de 600m² sous hauteur moyenne de 4 à 4,5 m, stockage compris, avec une hauteur minimale à l'intérieur de 2,70m.

Aspects réglementaires et techniques

Les contraintes techniques sont les suivantes : moins de 300 m de l'herbu, pas d'habitations proches (<50m), pas de zone urbanisée à traverser entre l'herbu et la bergerie, pas de route importante à traverser entre l'herbu et la bergerie.

A partir de ces zones définies sur les aspects techniques, et en s'appuyant sur les parties du territoire relevant de la bande des 100 m et des Espaces Remarquables au sens de la loi « littoral » voire des portions d'espaces proches qui les jourent, les espaces susceptibles d'accueillir un projet sous certaines conditions ont été étudiés.

■ Aspects architecturaux et paysagers

Le caractère léger et la réversibilité de la construction, contraintes issues de l'application de la loi « littoral », doivent être prises en compte dans la réflexion architecturale en amont. Ainsi, le guide préconise que :

- le bâtiment soit constitué d'une structure démontable
- les fondations soient réduites au strict nécessaire pour permettre leur enlèvement
- le sol naturel soit conservé sous la bergerie
- le projet recherche une indépendance vis-à-vis des réseaux et n'intègre pas d'affouillements
- le matériau bois soit utilisé comme enveloppe (pour ses nombreuses propriétés, son comportement à la lumière, sa facilité de déconstruction, etc.)

Le guide conclut également à la nécessité de s'orienter vers une forme de bâtiment simple et épurée, afin de garantir une sobriété d'insertion dans le paysage. Par ailleurs, un soin important devra être apporté aux détails architecturaux afin de démarquer clairement les projets de bergeries des autres bâtiments agricoles. Enfin, il est préconisé que le projet soit d'une hauteur limitée, tout en gardant l'expression d'une véritable toiture.

Au delà de ces éléments qualitatifs qui concernent la construction en elle-même, l'intégration du projet dans le site est primordiale, et devra prendre en compte le relief, le parcellaire et la végétation, la circulation des animaux sur la parcelle, le réseau de circulation, le travail sur la palette végétale, etc. Des recommandations générales d'insertion du projet sont formulées dans le deuxième volet du guide en fonction des types de paysages (milieu ouvert, dunaire, frange urbaine, ambiance bocagère, etc.). Elles pourront utilement être réemployées comme base de l'analyse fine de chaque site et du travail architectural sur le projet.

La troisième partie du guide cartographie les secteurs potentiellement aptes à accueillir un projet de bergeries d'ovins de pré-sélection, en croisant des critères réglementaires, techniques et paysagers. Cette cartographie repère des secteurs potentiels à partir desquels l'implantation d'un projet de bergerie d'ovins de pré-sélection pourrait être envisagée, sous réserve de la prise en compte de l'ensemble des exigences qualitatives présentées ci-dessus.

Les secteurs actuellement identifiés comme aptes à accueillir un projet de bergeries d'ovine de pré-salés sont susceptibles d'évoluer suite à des modifications dans les documents d'urbanisme (SCoT ou PLU des communes littorales).

Les trois signataires s'engagent à coopérer pour la mise en œuvre des projets de bergeries dans le respect des principes rappelés ci dessus.

A Avranches, le 13 novembre 2009

Le Préfet
de la Manche


Jean-Pierre LAFRAQUIERE

Le Président du Conseil Général
de la Manche



Le Président de la Chambre
d'agriculture de la Manche



En présence de Monsieur Benoist APPARU,
Secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme



INTRODUCTION

PROBLEMATIQUE et METHODOLOGIE

I.1 / Cas concrets	8
I.2 / Aspects techniques	9
I.3 / Aspects réglementaires	9
I.4 / Aspects paysagers et architecturaux	10

PREMIERE PARTIE : L'ELEVAGE DE PRE SALE

I / Importance de cet élevage pour le territoire de la Manche	11
I.1 / Importance économique	11
I.2 / Importance culturelle	12
I.3 / Importance environnementale	13
II / Evolution de l'élevage de pré salé	16
II.1 / Evolutions démographiques	16
II.2 / Evolution des conditions de travail en élevage moderne	20
II.3 / Taille d'élevage et AOC	21
II.4 / Types d'élevages pris en compte dans notre étude	21
II.4.1 / Permis de construire et Appellation d'Origine Contrôlée	22
II.4.2 / Investissement et rentabilité	22
II.5 / Types de bâtiments nécessaires à cet élevage	22
III / Perspectives : combien de bergeries seront nécessaires dans les années à venir ?	23
III.1 / Etat des lieux : bergeries actuelles	23
III.2 / Prospective sur les bergeries nécessaires	24
IV / Système d'élevage et AOC, nécessité de la proximité immédiate de la mer	26
IV.1 / Pâturage collectif et secteur autonome de pâturage	26
IV.2 / le cycle de reproduction	26
IV.3 / L'alimentation des animaux : principalement au pâturage	28
IV.4 / La croissance des agneaux	29
IV.5 / Appellation d'Origine Contrôlée et bergeries	30
IV.5.1 / L'agneau de Pré salé : un élément de l'identité des terroir et du territoire	30
IV.5.2 / Le bien-être des animaux	31
IV.5.3 / Alimentation et conditions de vie des animaux	31
IV.6 / Gestion du milieu naturel et bergeries	32
IV.7 / Principes de cartographie	32

DEUXIEME PARTIE : ASPECTS REGLEMENTAIRES

Introduction	35
I / La loi littoral : (Cartes I.1 à I.3)	35
I.1 / Article L146-4 : Définition des espaces et des règles d'urbanisation	35
I.2 / Article L146-6 : les Espaces Remarquables	36
I.2.1 / Qu'est-ce qu'un Espace Remarquable ?	36
I.2.2 / Notion "d'Aménagement léger"	37
I.3 / Affectations des bâtiments	38
I.3.1 / Les destinations du code de l'urbanisme	38
I.3.2 / Concurrence entre activités agricoles	39
I.4 / Accès au rivage	39
I.5 / Conclusion	39
II / Autres réglementations (Cartes II.1 à II.3)	40
II.1 / Site Inscrit, Site Classé	40
II.1.1 / Site inscrit	40
II.1.2 / Site Classé	40
II.2 / Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et Zone de Protection Spéciale (ZPS)	41
III / Zonages informatifs (Cartes III.1 à III.3)	41
III.1 / ZNIEFF 1 et 2	42
III.2 / ZICO	42
III / Développement territorial, réglementations locales	42
III.1 / A l'échelle intercommunale	42

III.1.1 / Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)	42
III.1.2 / Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC)	43
III.1.3 / Conséquences pour l'étude sur les bergeries	44
III.2 / A l'échelle des communes : POS et PLU	44
III.2.1 / Contenu des documents d'urbanisme	44
III.2.2 / Suggestions pour les orientations des documents d'urbanisme	47
III.2.3 / Validité de l'ensemble du règlement	49
III.2.4 / Zones spéciales pour la maîtrise de la destination des bâtiments	49
III.2.5 / Les procédures d'évolution des Documents d'Urbanisme	50
IV / Règlement sanitaire départemental	51
V / Procédure de dépôt d'un permis d'aménager ou de construire	52
V.1 / Permis de Construire ou d'Aménager	52
V.2 / Enquête publique	52
V.3 / Commission des Sites	53
V.4 / Contenu du dossier de demande de permis de construire ou d'aménager	54
V.4.1 / Contenu classique	54
V.4.2 / Le volet paysager	54
V.4.3 / Notice d'activité	54
V.4.4 / Notice d'impact	54

TROISIEME PARTIE : ANALYSE HAVRE PAR HAVRE

I / Havre de Barneville-Carteret (Carte IV.1)	57
II / Havre de Portbail (Carte IV.2)	58
III / Havre de Surville (Carte IV.3)	59
IV / Havre de Lessay (Carte IV.4)	60
V / Havre de Geffosses (Carte IV.5)	62
VI / Agon-Coutainville (carte IV.6)	64
VII / Tourville sur Sienne (Carte IV.7)	67
VIII / Heugueville sur Sienne (Carte IV.8)	69
IX / Regnéville sur Mer (Carte IV.8)	69
X / Montmartin-sur-Mer (Carte IV.9)	71
XI / Havre de la Vanlée (Carte IV.10)	73
XII / Genêts et Vains (Carte IV.11 et IV.12)	76
XIII / Le Val Saint-Père (Carte IV.13)	78
XIV / Céaux (Carte IV.14)	78
XV / Grand Herbu Est : Courtils, Huisnes sur Mer, Ardevon (Carte IV.15 et IV.16)	79
XVI / Beauvoir (Carte IV.17)	79

CONCLUSION GENERALE	80
BIBLIOGRAPHIE	81

INTRODUCTION

L'élevage de pré salé est un des fleurons de l'Agriculture manchoise. Il participe à l'identité du Mont Saint-Michel, il contribue à l'originalité écologique et paysagère des havres de la côte ouest du Cotentin. Or cet élevage a besoin d'un minimum d'équipements et notamment de bergeries pour s'exercer dans des conditions convenables. Par nature, ces élevages se situent en bordure du littoral et les constructions des bergeries sont donc soumises à l'application de la loi "Littoral" et des nombreuses protections dont bénéficient ces espaces, à divers titres (paysages, environnement, patrimoine etc.). Ces protections, si indispensables qu'elles soient, bloquent actuellement tout projet de construction pour cet élevage, qui a un besoin impérieux de renouveler ses outils de travail.

Par ailleurs, la démarche de reconnaissance de l'agneau de pré-salé en Appellation d'Origine Contrôlée est en passe d'aboutir, et le respect du cahier des charges de cette production implique que les éleveurs disposent de bergeries à proximité des prés salés.

Le Conseil Général et la Chambre d'Agriculture ont donc initié une démarche concertée avec les différents acteurs (et notamment les administrations décentralisées de l'Etat) visant à établir un guide d'implantation des bergeries de pré salé en bordure du littoral. Les organismes qui participent financièrement à la démarche sont le Conseil Général de la Manche, la Chambre d'Agriculture de la Manche, le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement de la Manche, la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Basse-Normandie, et le Conseil Régional de Basse-Normandie. Les partenaires techniques, outre les organismes déjà cités, sont la DDE de la Manche, la DDAF de la Manche et la DIREN Basse-Normandie.

Ce guide a trois objectifs principaux :

- ✓ Son élaboration doit être l'occasion d'une concertation large des organismes concernés pour établir les possibilités réglementaires, les conditions techniques, les modalités environnementales, paysagères et architecturales dans lesquelles un projet de bergerie pourrait voir le jour,
- ✓ Il doit constituer un projet global pour l'aménagement des équipements nécessaires à l'activité d'élevage de pré-salé dans la Manche, prenant en compte les aspects techniques, réglementaires, paysagers et architecturaux
- ✓ Il doit déboucher sur l'élaboration d'un guide à destination des porteurs de projets (les éleveurs et leurs conseils) de bergeries pour que ceux-ci cernent facilement l'ensemble des conditions auxquelles doit satisfaire leur projet, ainsi que les procédures à engager.

PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE

La question posée s'exprime simplement : dans quelles conditions peut-on proposer des projets de construction de bergeries pour les élevages de prés salés ?. Elle recouvre cependant une assez grande complexité de sujets qu'il faut tous aborder et mettre en cohérence.

L'ensemble des problématiques identifiées dès le début de l'étude sont résumées dans le tableau suivant :

Phases méthodologiques
I / Etude deux cas concrets : Analyse du projet de l'éleveur Détail des contraintes réglementaires Analyse du système d'élevage (Utilisation prévue, type de bâtiment souhaité) Propositions paysagères et architecturales Analyse des surcoûts éventuels
II / Recensement des élevages et des bâtiments existants et prospectives sur les bâtiments nécessaires à l'avenir. Approche quantitative des projets possibles de bergeries Délimitation précise du périmètre de l'étude Opportunités techniques et paysagères de constructions de bergeries
III / Délimitation, zonage Dans le périmètre défini au II, élaboration d'une cartographie des contraintes réglementaires, notamment des Espaces Proches du Rivages et des Espaces Remarquables Opportunités juridiques de constructions de bergeries
IV : Analyse générale des systèmes d'élevage Conséquences de l'AOC sur les élevages Typage des élevages professionnels Types de bâtiments nécessaires, propositions de types de traitement architecturaux
V / Généralisation à l'ensemble des zones potentiellement concernées. Caractérisation des zones de construction possibles sous trois aspects : juridique, paysager, technique Localement : propositions de modifications ou de précisions sur les Espaces Proches du Rivage et les Espaces Remarquables Création d'un document de synthèse à destination des éleveurs

I.1 / Cas concrets

Certains éleveurs attendent depuis des années la possibilité de construire une bergerie digne de ce nom. Deux d'entre eux seront dans le cadre de cette étude pris comme exemples, comme cas concrets d'étude. Ils permettront de confronter en permanence les réflexions générales à la réalité particulière de chaque cas, et ainsi de rendre ces réflexions plus opérationnelles.

I.2 / Aspects techniques

L'étude de l'activité d'élevage en elle-même est nécessaire pour :

1. Démontrer que cet élevage est indispensable à son territoire : c'est un élément important de la justification des permis de construire. Quelles que soient les précautions prises, les conditions auxquelles les projets se plieront, sur ces espaces, ils seront juridiquement fragiles. L'importance de cette activité est un élément capital de légitimation de la démarche.
2. Réaliser un état des lieux de la production actuelle : comment évolue-t-elle ?
3. Démontrer la nécessité de la proximité immédiate de l'eau : cette démonstration doit s'appuyer d'une part sur le cahier des charges de l'AOC en cours de finalisation, d'autre part sur une étude des systèmes d'élevage considérés, au regard des nécessités techniques de l'élevage, du respect du bien-être animal ainsi que des conditions de travail de l'éleveur. Cette nécessité s'appréciera bien évidemment aussi par rapport aux rôles, notamment environnementaux, que cet élevage peut être amené à jouer.
4. Préciser les caractéristiques techniques minimales auxquelles ces bergeries doivent satisfaire. Il est fondamental de proposer des types de bergeries valides sur le plan technique, faute de quoi les éleveurs ne se saisiront pas des opportunités de construction qui pourraient s'offrir à eux, et cette étude resterait sans effet.
5. Réaliser un état des lieux des bergeries existantes et une prospective pour prévoir celles qu'il serait nécessaire de construire dans les années à venir

I.3 / Aspects réglementaires

La loi littoral, si nécessaire soit-elle pour la protection des espaces concernés (et en ce sens elle participe par certains aspects à la protection d'activités comme l'élevage de pré salé), n'en empêche pas moins la construction de bergeries convenables pour les élevages de pré salé et met en péril leur existence à moyen terme.

Il est évident qu'il faut étudier en détail ces questions pour rechercher les possibilités juridiques qu'offre ce cadre réglementaire. Si cette étude intervient aujourd'hui, c'est en partie parce que des évolutions réglementaires récentes laissent penser que ces possibilités existent dans le Code de l'Urbanisme. En particulier, des exceptions sont faites pour les activités nécessitant la proximité immédiate de l'eau, nécessité dont la démonstration est envisagée au I.2.

Les autres réglementations qui permettent la protection de ces espaces seront aussi étudiées (Sites, Zones Spéciales de Conservation, Zones de Protection Spéciale).

Les orientations locales d'aménagement du territoire, au travers des Schémas de Cohérence Territoriale, des Plans d'Occupation des Sols et des Plans Locaux d'Urbanisme sont aussi un élément réglementaire à envisager. Il faut analyser les possibilités (ou les impossibilités) créées par ces documents d'urbanisme et éventuellement, dans la mesure où dans leur plus grande partie ils sont actuellement en cours de révision ou devraient l'être dans les années à

venir, proposer aux porteurs de ces projets des orientations compatibles avec la reconnaissance de cette activité et des besoins d'évolution qui sont les siens.

I.4 / Aspects paysagers et architecturaux

Enfin, il faut proposer des projets qui s'intègrent dans les paysages remarquables des havres et de la baie du Mont Saint-Michel. Une étude paysagère à l'échelle des havres et à celle des projets particuliers s'impose donc. Elle sera un élément déterminant d'appréciation de l'impact des projets de bergeries.

Des propositions architecturales pour les bergeries permettront d'envisager la réalisation de bâtiments bien intégrés à ces paysages, et présentant une homogénéité à l'échelle de la production. Une idée défendue depuis longtemps déjà consiste à chercher à donner à ces bergeries un "air de famille" qui permette d'identifier facilement le bâtiment à l'activité qu'il abrite.

PREMIERE PARTIE : L'élevage de pré salé

I / Importance de cet élevage pour le territoire de la Manche

I.1 / Importance économique

Une importance plus qualitative que quantitative

Avec 10000 agneaux vendus et environ 1 500 000 € de chiffre d'affaires annuel au niveau des élevages, on ne peut pas prétendre que la filière "agneau de pré salé" soit un élément incontournable de l'activité économique du département de la Manche. Sa dimension reste modeste.

Cependant, si l'impact économique direct de cet élevage est à l'évidence minime, il constitue un élément d'entraînement considérable pour l'ensemble de la filière ovine du département de la Manche. Son image, qui est en fait une véritable aura, contribue pour beaucoup à la forte demande d'agneau local de qualité que l'on rencontre dans ce département. L'agneau d'herbe, l'agneau du pays, l'agneau rôti sur les foires sont des traditions bien ancrées dans ce territoire où l'élevage roi est pourtant celui de la vache laitière. L'agneau de pré salé n'est pas pour rien dans cet engouement typiquement manchois. De fait, ce département est le seul de Basse-Normandie à maintenir un élevage ovin significatif avec environ 70 000 brebis, soit la moyenne d'effectif des départements français.

Cette demande et les niveaux de prix élevés à certaines saisons sont en grande partie dus à la présence de l'agneau de pré-salé qui, si critiqué qu'il puisse être, n'en donne pas moins le "la" d'une production de qualité, d'une exigence d'authenticité.

Des circuits de distribution courts

80 % de l'agneau de pré salé est consommé dans la Manche et est la plupart du temps vendu directement de l'éleveur au boucher artisanal. Quelques grossistes (La Chaiseronne à Saint-Hilaire du Harcouët, SOCOPA à Coutances et la COVINAB à Antrain) interviennent cependant et permettent notamment de distribuer les 20 % restants sur les villes du grand Ouest de la France et à Paris. Il arrive qu'un agneau prenne l'avion pour être vendu à Tokyo ou Dubaï, mais c'est encore extrêmement rare.

Vendu localement, cet agneau rencontre une clientèle classique pour de l'agneau d'herbe ainsi que la clientèle touristique de Pâques à Septembre, qui s'attend à trouver ce produit dans les étalages des boucheries du département. Avec l'appellation d'origine contrôlée et l'extraordinaire image dont bénéficie ce produit, ce rôle serait renforcé.

Par ailleurs, avec l'AOC, cet agneau pourrait être vendu dans des boucheries de haut de gamme ou à des restaurateurs très renommés. Les prix pratiqués actuellement, qui sont en moyenne 1,5 à 2 fois supérieurs à ceux de l'agneau d'herbe classique, pourraient alors encore augmenter, du fait du pouvoir d'achat considérable de la clientèle visée. Cette démarche commerciale serait sans doute difficile, nécessiterait des ajustements techniques au niveau des

élevages et des compétences commerciales particulières, mais pourrait porter haut l'image des terroirs manchois.

Des répercussions sur d'autres activités

Une photographie ou une peinture du Mont Saint-Michel ne peut plus se concevoir sans les brebis paissant sur les herbus. Ces brebis sont devenues un élément de la spécificité du site, un des signes de son enracinement dans un terroir agricole original. Participant fortement à l'élaboration de l'identité de la baie du Mont Saint-Michel, cette activité a donc des répercussions indirectes sur l'attractivité touristique de la baie bien évidemment, mais aussi des havres de la côte ouest du Cotentin. Il n'est pas possible de chiffrer ces répercussions, mais il est évident qu'elles dépassent de loin les enjeux économiques modestes de la filière elle-même.

I.2 / Importance culturelle

Histoire

L'agneau de pré salé est une pièce maîtresse du patrimoine gastronomique manchois. Le cahier des charges de l'Appellation d'Origine Contrôlée retrace les origines de la distinction de cette viande : *"Le terme pré-salé figure dans les dictionnaires depuis le XVIII^{ème} siècle (1732), il désigne un mouton engraisé dans des pâturages côtiers périodiquement inondés par la mer. Par extension, ce terme désigne la viande de cet animal"*.

La réputation du pré-salé est attestée dès le XI^{ème} siècle (Delisle, 1903, Morre, 1937), par le goût prononcé de l'Archevêque de Rouen pour cette viande.

Savoir-faire

L'élevage de pré-salé recouvre par ailleurs un ensemble de savoir-faire agricoles uniques. Cet élevage n'obéit pas exactement aux mêmes cycles naturels que l'élevage ovin classique. Il vit au rythme des marées et nécessite de la part de l'éleveur une connaissance du milieu naturel qui, pour être empirique, n'en est pas moins riche et subtile. Les marées réservent toujours des surprises et les herbus des pièges à l'éleveur novice et seule une longue expérience permet d'utiliser au mieux ces terroirs, de valoriser la diversité de ces marais salés en fonction des saisons.

Ces savoir-faire sont un des éléments que l'AOC permettra de reconnaître et de préserver. Ils font partie intégrante du patrimoine culturel constitué par l'élevage de pré salé, et ne peuvent exister que dans le cadre de cet élevage. En Baie de Somme, par exemple, la préservation de ces savoir-faire est un des sujets abordés par le Document d'Objectifs Natura 2000.

Le pré-salé est donc historiquement lié au patrimoine culturel du Mont Saint-Michel, et techniquement inféodé aux milieux naturels si particuliers que sont les marais salés.

I.3 / Importance environnementale

La totalité des surfaces de prés salés atlantiques de la Manche sont concernées par la démarche "Natura 2000", car les milieux naturels qu'elles accueillent sont exceptionnels à l'échelle européenne. Elles sont protégées au titre de diverses réglementations (Site Classé, ZNIEFF, ZICO).

L'élevage de pré salé et ces milieux naturels ont évolué ensemble depuis des siècles. Ils sont intimement liés et s'il est évident qu'il n'y aurait pas d'agneau de pré-salé sans herbus, il faut bien prendre conscience qu'il n'y aurait pas non plus d'herbus tels que nous les connaissons sans élevage de pré salé.

Biodiversité

En ouvrant le milieu, le pâturage empêche la colonisation totale des marais les plus atterris par le Chiendent Maritime (*Elytrigia pycnantha*). Ce rôle est reconnu dans toutes les zones où cette espèce a tendance à devenir invasive.

BOUCHARD et al.(2003) signalent que l'absence de pâturage comme son excès provoquent un appauvrissement des communautés végétales en diversité d'espèces.

PETILLON et al. (2005) précise que cet envahissement réduit la spécificité des populations d'arthropodes des prés salés. Les conséquences sur ces populations d'arthropodes pourraient à leur tour avoir un impact sur l'alimentation des poissons utilisant les marais salés comme nourricerie (LAFAILLE et al, 2005).

VALERY (2006) considère que l'envahissement du marais salé par *Elytrigia pycnantha* pose des difficultés pour l'accueil de la Bernache Cravant (*Branta bernicla bernicla*) notamment.

Ensablement

Que ce soit en baie du Mont Saint-Michel ou dans les havres de la côte ouest du Cotentin, tous les herbus sont sujets à l'ensablement. Les sédiments amenés par les grandes marées s'y déposent, et ne sont pas intégralement retirés par le flot descendant. Ils provoquent une augmentation progressive de la surface des marais salés et un exhaussement de leur niveau topographique (de l'ordre de quelques dizaines de millimètres par an). Ce phénomène est naturel, mais bien plus rapide en l'absence de pâturage, car les plantes ont un port bien plus développé, et on trouve au niveau du sol une litière de matière organique épaisse. Ces éléments aident le piégeage des sédiments, et l'ensablement s'accélère. Lefeuvre (2008), s'appuyant sur une abondante bibliographie et les études de terrain réalisées par l'université de Rennes, conclut que le Chiendent Maritime présente de ce point de vue un effet spécifique :

- ✓ Il permet par sa taille de piéger un plus grand volume de sédiments que l'Obione des ports (*Atriplex portulacoïdes*),
- ✓
- ✓ Il modifie le flux de la marée montante d'une manière différente de celle de l'obione, contrariant la floculation et le dépôt de particules fines.

Il conclut à un effet d'accélération de la sédimentation lié à l'envahissement par le Chiendent Maritime. Ces deux évolutions liées ont pour conséquence une accélération de l'exhaussement des marais salés et une modification profonde des caractéristiques structurelles et fonctionnelles de l'écosystème.

"Les avis convergent pour considérer que le maintien d'une diversité de pratiques sur ces marais peut contribuer à limiter la vitesse d'extension du Chiendent maritime. C'est le cas notamment du pâturage à condition toutefois de le raisonner...". Par ces éléments de conclusion, Lefeuvre (2008) légitime l'élevage de pré salé comme moyen de gestion des herbus. Il ouvre aussi un champ de recherche encore peu exploré : comment raisonner le pâturage sur ces milieux naturels ? Pour répondre à cette question, il faudrait considérer les relations complexes entre un ensemble de troupeaux et un ensemble de milieux naturels comme un objet de recherche en soi, ce qui n'a encore jamais été fait.

Natura 2000

Tous les prés salés atlantiques de la façade maritime de la Manche font partie des sites identifiés pour la démarche Natura 2000.

Les documents d'objectif Natura 2000 pour la baie de Somme fixe comme un de ses objectifs généraux la préservation de la qualité des produits de cette baie, au premier rang desquels le pré-salé :

III.1 Assurer la pérennité de la qualité des produits de la baie et gérer de façon durable les usages de l'estran

(...)

Milieux concernés : Estran et milieu marin.

MOUTONS DE PRES SALES

Finalité : Assurer une compatibilité entre un élevage de qualité et la préservation des mollières.

Extrait du site : <http://www.baiedesomme.org/natura2000/sommaire.htm>

Le Document d'Objectifs pour la côte ouest du Cotentin (de Bréhal à Pirou) considère que le pâturage est un mode de gestion utile sur ces milieux naturels.

L'activité d'élevage est de loin la plus concernée par les objectifs de préservation des habitats. Le pâturage ovin est un moyen de gestion souhaité sur le site, il n'en fait pas moins l'objet d'orientations dans les pratiques

Source : Conservatoire du Littoral, 2007

Là encore, les propositions concrètes de gestion de ces milieux restent malheureusement floues.

Pour les havres de la Côte Ouest du Cotentin, cependant, des propositions dans ce sens ont été faites par les éleveurs (Chambre d'Agriculture de la Manche, 2007).

Conclusion

A l'échelle nationale, il n'existe pas d'exemple de gestion de milieux naturels sur plusieurs milliers d'hectares (2000 ha d'herbus dans la Manche) sans une collaboration étroite entre les gestionnaires et les éleveurs du secteur. Le pâturage est toujours le mode de gestion privilégié car, même si des aides financières peuvent être nécessaires, c'est toujours le moyen le plus durable, tant sur le plan économique qu'environnemental.

Cette gestion pourra être encadrée par le texte de l'Autorisation d'Occupation Temporaire qui régit l'accès aux herbus pour les éleveurs, mais ce texte ne pourra apporter des solutions que pour la partie de cette gestion relevant d'une intervention réglementaire (gestion des droits de pâturage individuels et collectifs). Les actions de gestion plus fines, nécessitant la participation active des éleveurs (fauche sélective, orientation des parcours des brebis, mise en défens de certaines zones) devront faire l'objet d'une réflexion, notamment dans le cadre de l'élaboration des documents d'objectif "Natutra 2000".

Mettre en place cette gestion n'est qu'une question de bonne volonté et de concertation entre les éleveurs et les gestionnaires, concertation demandée depuis des années par les associations d'éleveurs. Ce serait la meilleure garantie d'une bonne intégration de l'élevage de pré salé dans son milieu, prenant en compte la préservation des milieux naturels, les interactions éventuelles avec d'autres activités, les orientations politiques à l'échelle du territoire.

Indispensable à son territoire, l'agneau de pré salé doit s'adapter aux évolutions de la gestion de ce territoire, mais aussi au contexte socio-économique de la production ovine, dont il faut tenir compte.

II / Evolution de l'élevage de pré salé

II.1 / Evolutions démographiques

Le nombre d'agriculteurs à l'échelle nationale baisse considérablement. L'élevage ovin n'échappe pas à cette tendance : restructuration, spécialisation et agrandissement des structures agricoles.

De 2000 à 2005, le nombre de brebis mères en Basse-Normandie est passé de 120 000 à 88 000 (AGRESTE, 2005). Même si la Manche est le département de France où le nombre de détenteurs d'ovins est le plus élevé, avec une taille moyenne de cheptel de 13 brebis par exploitant, les bataillons de personnes âgées détentrices de quelques brebis qui constituent cet effectif étonnant perdent tous les jours de leur importance.

Dans le même temps, la pyramide des âges des exploitants fait apparaître une faiblesse considérable du nombre de jeunes exploitants, ce qui laisse augurer que la baisse globale du nombre d'éleveurs va se poursuivre, voire s'intensifier dans les années à venir.

Fortement marqué par des élevages de petite taille détenus par des personnes âgées, l'élevage ovin de pré salé est plus que les autres productions soumis à ces évolutions. Les élevages se spécialisent, s'agrandissent, se professionnalisent. Cela est dû à un ensemble de facteurs dont :

- ✓ Les contraintes économiques qui impliquent d'augmenter la productivité du travail, ce qui se fait principalement par des économies d'échelle.
- ✓ Les contraintes réglementaires, sanitaires ou portant sur le cahier des charges de production. Ces contraintes ont un coût qui ne peut être amorti que sur un nombre toujours croissant d'hectares ou d'animaux

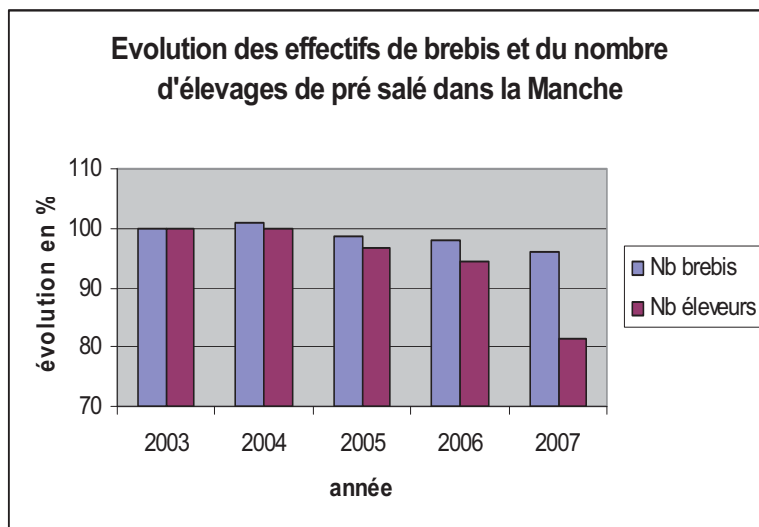
Pour les élevages de pré salé, cette tendance est extrêmement sensible :

- ✓ Sur les herbous d'Agon-Coutainville, Tourville sur Sienne, Ardevon, Huisnes sur Mer, Courtils, les petites troupes de moins de 100 brebis ont totalement disparu.
- ✓ A Portbail, Saint-Germain-sur-Ay, Bricqueville sur Mer, Genets, Vains, Le Val saint-Père et Céaux, le nombre de petites troupes baisse d'année en année et elles sont aujourd'hui très minoritaires en effectif.
- ✓ Heugueville-sur-Sienne et Regnéville-sur-Mer sont les derniers bastions d'un élevage traditionaliste fondé sur l'existence de petits troupeaux, mais là aussi, leur nombre baisse.

Ces petites troupes sont élevées en général par des personnes âgées, qui par la force des choses finissent par cesser leur activité, activité qu'aucun jeune éleveur ne peut reprendre dans les mêmes conditions.

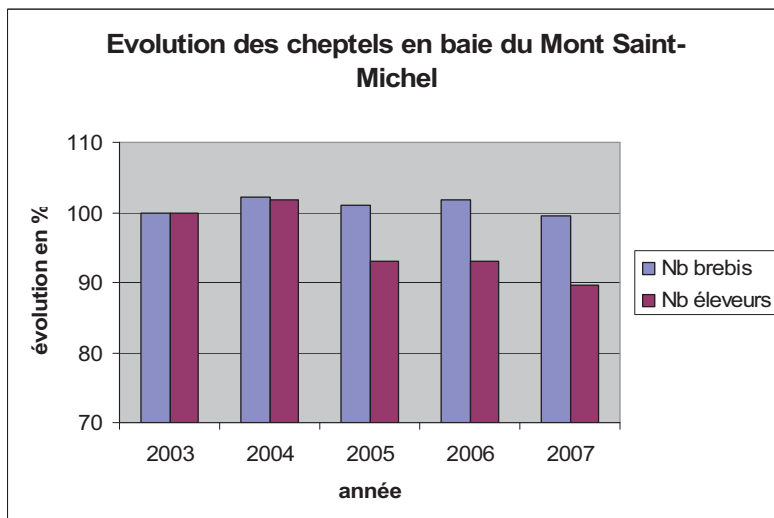
Les données disponibles sur ces populations d'éleveurs sont complètes, mais sur une courte période : l'Association des Eleveurs Utilisateurs du DPM, qui dispose des déclarations des éleveurs depuis des années, refuse de fournir ces données, et les services de l'Etat qui gèrent le versement de la PHAE ou le recouvrement des droits de pacage ne sont en mesure de les fournir que pour la période 2003-2007.

Les graphiques suivants partent d'une base 100 en 2003, et ne décrivent que les élevages de brebis, l'objectif étant d'en montrer l'évolution. Les élevages de bovins ou d'équins qui fréquentent les herbous sont laissés de côté. Ils ne sont présents que dans un nombre limité de communes.



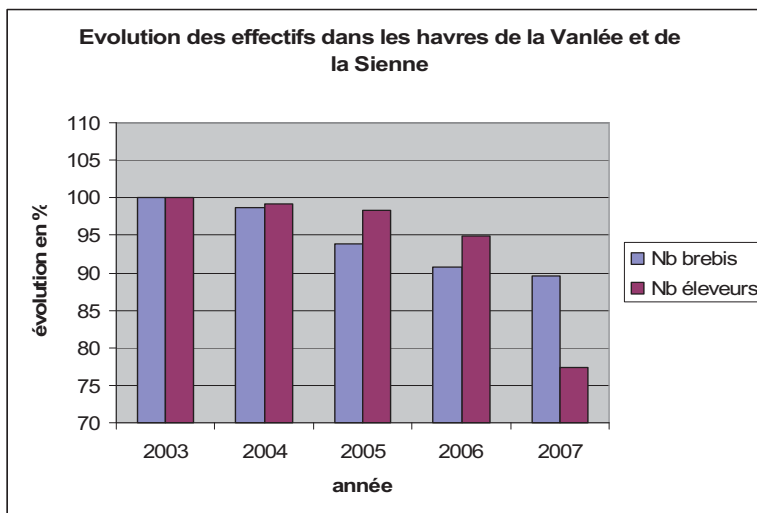
Source : déclarations des éleveurs pour le paiement du droit de pacage

Cette courte période rend les évolutions visibles peu significatives sur la longue durée. A l'échelle du département, on peut cependant noter une baisse forte du nombre d'éleveurs, ce qui correspond aux évolutions nationales. Le cheptel est en baisse sensible, mais cette situation cache des disparités.



Source : déclarations des éleveurs pour le paiement du droit de pacage

En Baie du Mont Saint-Michel, le cheptel se maintient, tandis que le nombre d'éleveurs diminue nettement. Cette zone est assez bien équipée en bergeries, et les restructurations opérées dans les années 90 permettent de maintenir l'effectif de brebis malgré les cessations d'activité. Les capacités d'hébergement importantes pour cette zone permettent le renouvellement des élevages professionnels.



Source : déclarations des éleveurs pour le paiement du droit de pacage

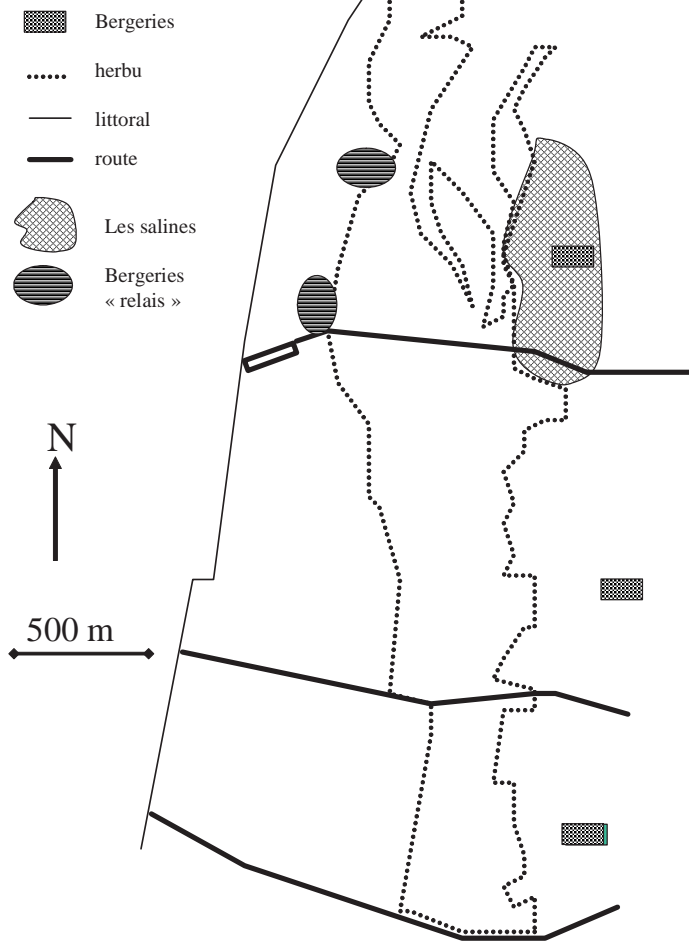
Pour les havres de la côte du Cotentin, les évolutions sont plus marquées : entre 2004 et 2007, le nombre d'éleveurs a baissé de 23%, et le cheptel global de 10%. La connaissance de ces élevages autorise à penser que la tendance dessinée à cette échelle est bien la tendance réelle sur le long terme. Une extrapolation de ces chiffres sur 20 années donne un résultat sans appel : **l'élevage de pré salé est en cours de disparition sur cette zone.**

Exemple : le Havre de la Vanlée

On peut aisément se livrer à l'analyse d'un cas particulier : le havre de la Vanlée (Voir carte ci-dessous). On a sur ce havre 3 éleveurs professionnels (80% du cheptel) et une dizaine de retraités (20% du cheptel), qui détiennent au total environ 1300 brebis.

Les retraités ont des bergeries à l'intérieur des terres, au-delà du village des salines, et de petites bergeries "relais" situées sur la dune grise (parcelle communale). Ces élevages disparaissent au fur et à mesure des cessations d'activité et ne sont pas remplacés. Les conditions de travail, la rentabilité très faible d'une activité de cette dimension ne tentent pas de nouveaux éleveurs. Dans 15 ans, ils auront totalement disparu.

Havre de la Vanlée



Des trois éleveurs professionnels, celui dont la bergerie est située dans le village des salines est le plus mal placé. Cette disposition empêche absolument les allers et retours quotidiens entre la bergerie et l'herbu et cet éleveur utilise aussi une bergerie "relais" sur la dune. Le respect du Cahier des Charges de l'AOC sera à n'en pas douter un problème sérieux pour cet élevage. L'éleveur part en retraite en 2017 et n'envisage absolument pas la transmission de son exploitation à un jeune éleveur d'ovins.

Cette transmission est rendue très improbable par :

- ✓ les difficultés de respect du cahier des charges de l'AOC qui se profilent,
- ✓ la localisation de cette bergerie en zone urbanisée,
- ✓ les difficultés de travail qu'entraîne cette disposition,
- ✓ la concurrence avec d'autres productions pour la reprise des terres.

La partie aval du havre sera donc totalement désertée par l'élevage de pré salé avant 2020.

En amont du havre, dans sa partie Sud, deux éleveurs exercent leur activité et disposent de bergeries convenables à proximité des prés salés. Ils sont assez jeunes (environ 40 ans) et leur activité ne semble pas menacée dans l'immédiat. Cependant, dans cette zone, la pression foncière est forte et leurs terres autant que leurs bâtiments sont intéressants pour d'autres activités que le pré salé, notamment la production légumière. Compte tenu des niveaux de valeur ajoutée à l'hectare comparés entre la production légumière et l'élevage ovin, il est évident que les éleveurs, dans cette compétition pour la terre, ont perdu d'avance. Lors de leur cessation d'activité, il est certain que les terres et les bâtiments seront repris par des producteurs de légumes, et qu'aucun projet d'installation en élevage ovin ne pourra rivaliser avec les prix d'achat proposés.

Cependant, la bergerie la plus au sud, celle de Monsieur Thierry COSTENTIN, se situe, ainsi que la majeure partie de ses terres, en zone d'intervention du Conservatoire d'Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres. L'intervention de cet organisme permettrait éventuellement de garantir à long terme que cette bergerie soit dédiée à l'élevage de pré salé en cas de cessation d'activité de l'éleveur actuel.

Conclusion

Dans les havres de la côte Ouest du Cotentin, l'élevage de pré salé va disparaître dans les années qui viennent si rien n'est entrepris pour le sauvegarder. De rares élevages pourront peut-être subsister dans des conditions particulières d'accès au foncier. En baie, les restructurations réalisées au cours des années 90 semblent permettre le maintien d'un élevage professionnel.

II.2 / Evolution des conditions de travail en élevage moderne

L'élevage d'aujourd'hui doit être considéré comme une activité professionnelle comme une autre :

- ✓ La pénibilité des tâches doit être maîtrisée,
- ✓ L'éleveur doit disposer de temps libre, de congés,
- ✓ Les horaires doivent être acceptables,
- ✓ Les revenus doivent être convenables, ce qui est difficile à obtenir dans le cadre de la production agricole la plus pauvre en France qu'est l'élevage ovin

Il faut en finir avec les images d'Épinal du berger simplet ne quittant jamais ses brebis. Les éleveurs d'aujourd'hui ont besoin de conditions de travail décentes, faute de quoi la production d'agneau de pré salé disparaîtra. Une bergerie, ce n'est pas seulement un abri pour les brebis destiné à assurer le bien-être des animaux, c'est aussi un outil de travail efficace et confortable pour l'éleveur. La nécessité des bergeries est aussi liée aux besoins d'amélioration des conditions de travail des éleveurs et de lutte contre la pénibilité de ce travail.

Le coût de ces bâtiments, même s'il reste modeste au regard de ce qui se fait dans d'autres productions, ne peut donc être amorti que sur une dimension de troupeau correcte. De la même manière, travailler dans des conditions décentes suppose des investissements en moyens de contention (clôtures, parc de tri) et de transport fiables, ce qui représente un investissement que ne peut couvrir un atelier de taille trop modeste.

II.3 / Taille d'élevage et AOC

L'Appellation d'Origine Contrôlée ne sera pas une démarche suivie par la totalité des éleveurs de pré salé, au moins dans un premier temps. Les contraintes techniques imposées par l'AOC, notamment celles ayant trait à la distribution des aliments de complément, supposent un équipement (auges en quantité suffisante, abritées, et faciles d'accès) dont tous les élevages ne disposent pas, en particuliers ceux qui ont un effectif faible. Investir dans ces équipements pour un nombre de brebis limité ne serait pas rentable.

Des contraintes administratives de suivi du troupeau sont aussi mises en place, de manière à pouvoir à tout moment rendre compte de l'origine et du passé d'un animal (traçabilité). La tenue d'inventaires d'animaux reproducteurs, la déclaration des mise-bas, des différentes phases de pâturage et des ventes seront imposées aux éleveurs. Des éleveurs qui élèvent quelques brebis pour le plaisir de l'élevage ne se plieront très probablement pas à ces obligations paperassières.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des obstacles pour les petits troupeaux, un contrôle des conditions de production par un organisme tiers (Organisme agréé par l'INAOQ ou organisme certificateur) sera instauré. Ce contrôle aura un coût qui, pour de petites troupes, ne sera pas proportionnel à l'effectif du troupeau. La charge représentée par ce contrôle deviendra donc excessive par rapport aux bénéfices supposés de l'AOC pour ces élevages.

Il est donc dès à présent certain que les troupes de moins de 100 brebis, très majoritairement, ne s'engageront pas dans l'Appellation d'Origine Contrôlée.

II.4 / Types d'élevages pris en compte dans notre étude

Prévoir d'une manière générale le type de bâtiment que l'on pourrait construire pour l'élevage de pré salé, c'est avant tout savoir à quels types d'élevages ces bergeries sont destinées. Les caractéristiques techniques et architecturales dépendent des conditions d'utilisation de ces bâtiments.

II.4.1 / Permis de construire et Appellation d'Origine Contrôlée

L'obtention de permis de construire des bergeries en bordure du littoral suppose que l'on démontre la nécessité de la proximité immédiate de l'eau. Cette démonstration, présentée au paragraphe III, s'appuie notamment sur le cahier des charges de l'Appellation d'Origine Contrôlée. La volonté d'un éleveur de s'engager dans cette démarche constitue donc un élément important de la justification d'un projet de bergerie.

II.4.2 / Investissement et rentabilité

La recherche des solutions pour l'implantation de bergeries en bordure du littoral ne peut se faire qu'avec un objectif de mise en place d'ateliers viables sur le long terme pour les éleveurs. Comme expliqué aux paragraphes précédents, ceci implique de considérer des ateliers dont la taille permette d'assumer les évolutions du contexte réglementaire et économique, les investissements nécessaires à l'organisation rationnelle du travail et le passage en Appellation d'Origine contrôlée. Il faut donc retenir une taille d'élevage minimale.

Au niveau européen, la taille d'élevage prise en compte pour les évaluations des programmes d'aide à l'élevage est de 450 brebis/UTH (Unité Travail Humain : une personne travaillant à temps plein). Dans le cadre de l'élevage de pré salé, qui demande plus de travail de surveillance, mais peut générer des revenus par brebis plus élevés, 300 brebis/UTH est un rapport équilibré pour un atelier moderne.

En accord avec les professionnels, les seuils de dimension retenus sont donc les suivants :

- ✓ Dimension de l'atelier supérieure à 100 brebis
- ✓ 300 brebis /UTH au minimum

II.5 / Types de bâtiments nécessaires à cet élevage

Sans une étude détaillée de l'élevage, il est aisé de reprendre les normes couramment utilisées pour fixer la dimension des bâtiments considérés.

Une bergerie de 300 brebis, c'est un bâtiment de 800m² et 4, 5 m de hauteur moyenne. C'est un des bâtiments les plus simples que l'on rencontre en agriculture. Il ne constitue finalement qu'un abri.

Les équipements intérieurs (contention, alimentation) peuvent parfaitement être des éléments mobiles. Les animaux sont logés sur litière accumulée, litière qui ne génère pas d'effluents. Le fumier est retiré dès que les animaux ne sont plus en bergerie. Il n'y a donc pas besoin d'équipements de stockage des fumiers.

Normes de dimensions d'une bergerie

Critère		Par brebis adulte	Pour 300 brebis
Surface de logement des brebis	Totale (Couloirs, aire paillée etc...)	2 m ²	600m ²
	Dont aire paillée :	1,5 m ²	450 m ²
Volume du logement des brebis		8 à 9 m ³	2400 à 2700 m ³
Surface/Hauteur logement brebis		600 m² sur 4 m à 4,5 m de hauteur	
Volumes de stockage	Volume de stockage de fourrages secs et paille	1,5 m ³	450 m ³
	Volume de stockage de céréales	0,1 m ³	30 m ³
Surface / hauteur stockage		200 m² sur 4 à 4,5 m de hauteur	
TOTAL Logement + Stockage		800 m² sur 4,5 m de hauteur	

*Sources : France Agnelles Association - 1995
GALAN F - 2003*

On a distingué ici la partie concernant le logement des animaux de celle concernant le stockage de leur alimentation. Il est évident que l'un ne va pas sans l'autre : la bergerie est le lieu presque exclusif de distribution de cette alimentation. Celle-ci ne saurait donc être stockée à distance. Les soins aux animaux, incluant leur alimentation, sont un des travaux d'astreinte (qui ne peut pas être remis à plus tard) quotidiens les plus importants. Un troupeau de 300 brebis en mise-bas consomme quotidiennement environ 1 t de fourrages et 200 kg de céréales, et la disponibilité immédiate de ces aliments est une absolue nécessité pour la réalisation de ce travail. La distinction réalisée ici sert à expliquer la dimension globale du bâtiment, mais le logement et le stockage sont indissociables. La justification de la nécessité de la proximité immédiate de l'eau présentée au paragraphe V vaut donc pour ces deux parties du bâtiment.

III / Prospectives : combien de bergeries seront nécessaires dans les années à venir ?

III.1 / Etat des lieux : bergeries actuelles

Dans le tableau suivant, chaque ligne correspond à un élevage professionnel, au sens défini au II.4. Seule est prise en compte la zone des havres de la Côte Ouest du Cotentin, car on ne dispose pas des données pour la baie du Mont Saint-Michel.

Bergeries de pré salé existantes dans les havres de la Côte Ouest du Cotentin

Commune	Surface totale (m²)	Surface logement (m²)	Surface stockage (m²)	Distance herbu (m)	Capacité de logement (nombre de brebis)
Barneville-Carteret	0	0	0	-	0
Portbail	0	0	0	-	0
Surville	0	0	0	-	0
Saint-Germain sur Ay	700	500	200	3000	250
Créances	0	0	0	-	0
Geffosses	0	0	0	-	0
Agon-Coutainville	459	309	150	20	150
Tourville sur Sienne	780	580	200	5300	290
Regnéville sur Mer	400	400	0	100	200
Regnéville sur Mer	390	390	200	200	195
Montmartin sur Mer	960	800	160	20	400
Bricqueville sur Mer	1010	600	410	1600	300
Bréhal	488	488	0	400	244
Bréhal	896	700	196	280	350
Vains	0	0	0	200	0
Total	5383	4267	1316		2129

Les éleveurs considérés ici (professionnels uniquement) détiennent 3075 brebis au total. Les bergeries de Saint-Germain sur Ay et de Tourville sur Sienne ne peuvent en raison de leur éloignement être prises en compte. On peut considérer qu'il manque sur cette zone environ 2000 m² de bergeries en l'état actuel des élevages. Ce chiffre ne préjuge pas des éventuelles évolutions de cheptel qui pourraient être nécessaires. Par exemple, le troupeau d'Agon-Coutainville (165 brebis) pâture un herbu qui pourrait, et devrait pour des raisons de lutte contre l'invasion par le chien maritime, accueillir au moins 350 brebis.

III.2 / Prospective sur les bergeries nécessaires

On peut se livrer à une évaluation des bergeries qui devraient être nécessaires dans les années à venir pour que la production se maintienne : le tableau suivant donne des chiffres qui doivent être compris comme des chiffres prospectifs, donc susceptibles d'évoluer (notamment en fonction des objectifs de gestion environnementale des prés salés, dans le cadre de Natura 2000). La réalité des réalisations dans les années à venir pourrait ne pas coïncider parfaitement avec cette prédiction, dont l'objet est simplement d'appréhender l'ordre de grandeur du nombre de bergeries et des surfaces de bâtiments nécessaires.

Le raisonnement utilisé est le suivant : chaque herbu a une capacité d'accueil de brebis limitée. Le nombre de brebis donné ici est celui retenu par l'INAO comme limite de chargement à ne pas dépasser sur les herbues (6 brebis/ha de pré salé), faute de quoi la qualification du produit "agneau de pré-salé" est remise en cause. On évalue ensuite les possibilités techniques de construction. Par exemple, sur Vains, 5 bergeries seraient nécessaires, mais compte tenu de l'urbanisation du littoral, il est évident qu'elles ne trouveront jamais leur place. Au mieux, une bergerie pourrait être réalisée, et c'est le chiffre retenu.

Capacité d'accueil des herbus et projets possibles à l'avenir

	Surf. herbu (ha)	Nbre brebis	Nbre élevages possible	Taille moyenne	Nb projets potentiels	Surface totale (m²)
Barneville-Carteret	33	100	1	100	1	300
Portbail	114	200	1	200	1	500
Surville	32	180	0	0	0	0
Saint-Germain sur Ay	310	1000	3	300	2	800
Geffosses	130	?	?	?	?	?
Agon-Coutainville	153	918	2	350	1	900
Tourville sur Siennne	69	414	1	400	1	800
Heugueville sur Siennne	24	144	1	120	0	0
Regnéville sur Mer	81	486	2	200	0	0
Montmartin sur Mer	78	468	1	450	0	0
VANLEE (Bicqueville sur Mer, Bréhal)	223	1338	3	350	0	0
Genêts	130	780	2	350	1	800
Saint-Léonard	90	540	1	400	1	1000
Vains	270	1620	5	300	1	800
Le Val Saint-Père	250	1500	5	300	1	800
Céaux	135	810	3	200	2	1000
GRAND HERBU EST (Courtils, Huisnes sur Mer, Ardevon)	1050	6300	15	400	0	0
Beauvoir	270	1620	???	???	0	0
Total					12	7700

Le nombre de bâtiments proposé ainsi que leur taille sont donc toujours très inférieurs à la capacité d'hébergement nécessaire pour atteindre ce "maximum" fixé par l'INAOQ. Ce chiffre n'est par ailleurs qu'un indicateur très insuffisant. La réflexion dont fait l'objet la gestion environnementale des prés salés dans le cadre de Natura 2000 amènera des éléments plus fins de compréhension et de pilotage de l'activité. Ces éléments ne seront pas uniquement des chiffres d'effectifs de brebis, mais surtout des modes de mise en valeur des herbus respectueux de ceux-ci. Ils permettront face aux projets concrets qui pourraient voir le jour dans les années qui viennent de réaliser les ajustements nécessaires.

Enfin, on calcule la surface des bâtiments nécessaires sur la base des données du IL5. Pour les communes de la baie du Mont Saint-Michel, l'évaluation des données est faite sur le même principe, mais à "dire d'expert", sans enquête précise auprès des éleveurs.

Dans le meilleur des cas, en admettant que la présente étude ou des démarches ultérieures permettent aux éleveurs de trouver des solutions pour construire des bergeries en bordure des prés salés, on aurait donc à l'échelle du département la réalisation de 12 bâtiments sur un linéaire de côte d'environ 85 km (longueurs cumulées des limites pré salé/terre sur les zones concernées). Le volume de bâtiments à construire est donc extrêmement modeste.

IV / Système d'élevage et AOC, nécessité de la proximité immédiate de la mer.

IV.1 / Pâturage collectif et secteur autonome de pâturage

Les herbus, support de la production d'agneau de pré salé, sont un pâturage collectif faisant partie du Domaine public Maritime. Tous les éleveurs qui font pâturer ces herbus sont donc interdépendants. L'augmentation de cheptel de l'un influe sur la ressource fourragère disponible pour les autres. On se retrouve en présence d'un conflit d'intérêt classique dans toutes les situations de pâturage collectif : l'intérêt collectif est de gérer la ressource pour qu'elle soit optimale pour tous les usagers, alors que l'intérêt individuel est de capter à son profit exclusif la plus grande part possible de cette ressource. Ces deux intérêts sont à l'évidence divergents.

Cette caractéristique a deux conséquences fondamentales qu'il faut avoir à l'esprit dans toute réflexion sur les prés salés :

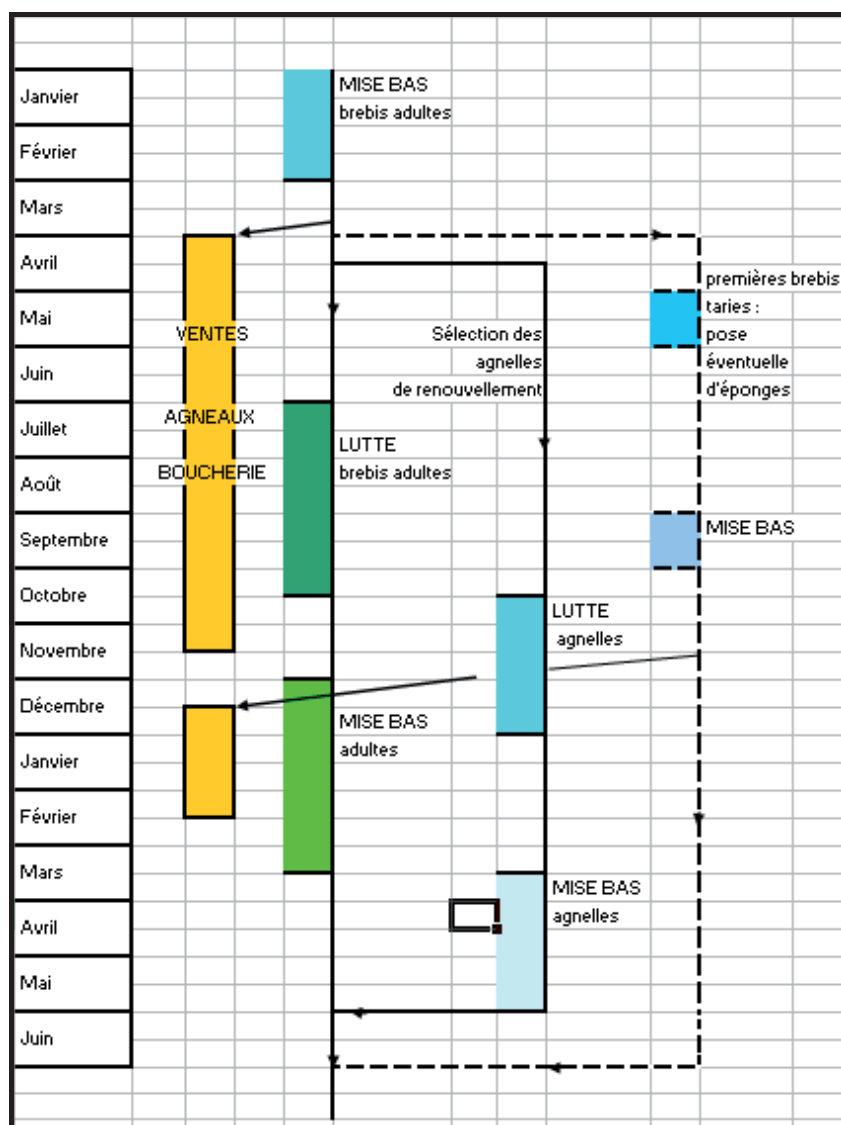
- ✓ La gestion du pâturage sur les herbus nécessite un cadre fort régulant les relations entre éleveurs, et entre les éleveurs et le ou les gestionnaires
- ✓ L'échelle de réflexion pertinente pour la gestion des herbus n'est ni l'exploitation, ni la commune, mais le "secteur autonome de pâturage", notion définie par l'INAOQ dans le cadre de l'Appellation d'Origine Contrôlée. Un secteur de pâturage est une zone de pré salé sans limites internes, qu'elles soient naturelles ou artificielles. On y trouve un certain nombre d'élevages, dont les troupeaux peuvent tous se mélanger. A l'intérieur d'un tel secteur, tous les élevages sont donc interdépendants.

On peut avoir plusieurs secteurs sur le territoire d'une commune, ou plusieurs communes concernées par le même secteur.

IV.2 / le cycle de reproduction

C'est la reproduction des brebis qui oriente toute l'organisation d'un élevage. La brebis est un animal saisonné qui vient en reproduction en jours décroissants. Dans la Manche, les luttes (accouplements) ont lieu à partir du mois de juillet et se poursuivent jusqu'à l'automne, notamment pour les femelles primipares. La gestation durant 5 mois, les naissances ont lieu à partir du début du mois de décembre, jusqu'en mars pour les agnelles, avec un pic autour du 1^{er} janvier.

Un schéma de reproduction classique en pré salé



IV.3 / L'alimentation des animaux : principalement au pâturage

Le pâturage est organisé en fonction de ce cycle de reproduction et des conditions saisonnières. Trois pôles caractérisent l'alimentation des animaux : la bergerie, où ils peuvent recevoir les aliments conservés (foins, céréales), les prés salés qui constituent l'essentiel de l'apport nutritionnel, et les prairies, utilisées en hiver comme complément à la bergerie et le reste de l'année comme surfaces de repli lors des grandes marées.

① En hiver, juste après la mise-bas, les brebis peuvent quand le temps le permet être sorties sur prairies avec leurs jeunes agneaux durant la journée. Le lieu de résidence principal des animaux reste cependant la bergerie. Les animaux y sont surveillés, alimentés, identifiés, abrités et le cas échéant, soignés.

Les besoins alimentaires d'une brebis sont multipliés par 2,5 à 3 entre le début de gestation (besoins d'entretien uniquement) et le début de la lactation (aux besoins d'entretien s'ajoutent les besoins liés à l'allaitement). Les ressources alimentaires doivent suivre cette évolution, c'est-à-dire être adaptées en quantité et en qualité à ce cycle.

Schéma d'organisation de pâturage Elevage de pré salé



② Dès que les agneaux sont suffisamment vigoureux, ils sortent à l'herbu avec leur mère durant la journée, mais sont rentrés tous les soirs. Cet aller-retour quotidien n'est possible que si la bergerie est proche des prés salés. En février et mars, les nuits et parfois les journées sont trop froides, ventées et humides pour des agneaux de moins de 10 kg. Avec une bergerie à proximité, les animaux peuvent se mettre à l'abri en attendant qu'une accalmie survienne. Ils reprennent alors leur pâturage, sans être mouillés. La toison d'une brebis soumise à de trop fortes précipitations se comporte comme une éponge et peut mettre plusieurs jours à sécher, diminuant considérablement les capacités de croissance pour les agneaux ou de production de lait pour les mères.

A chaque marée, les animaux sont ramenés sur prairies, mais continuent de bénéficier de l'abri de la bergerie au moins pour la nuit.

Les premiers agneaux de l'année sont en général commercialisés à Pâques, c'est-à-dire entre la fin mars et le mois d'avril suivant les années. Au mois de mai, les agneaux sont les plus nombreux, à un stade de croissance déjà avancé, et la majorité des brebis est toujours en lactation. C'est donc à cette période que les besoins du troupeau pris globalement sont les plus importants, et cela correspond à la plus forte capacité de production des herbues. Ensuite, au fur et à mesure de la vente des agneaux, ces besoins décroissent.

③ En été, la fonction d'abri de la bergerie devient moins importante, mais elle reste dans certains cas le lieu privilégié de distribution des compléments d'alimentation, en raison de ses équipements. Le troupeau est alors constamment sur l'herbu, y compris la nuit pour certains élevages, et n'en est retiré que pour la distribution éventuelle d'aliments de complément et évidemment lors des périodes de fortes vives-eaux, c'est-à-dire environ une fois par mois durant quelques jours.

IV.4 / La croissance des agneaux

Les agneaux sont commercialisés pour les plus précoces à l'âge de 90 jours. Ceux qui ont une croissance plus faible (soit pour des raisons génétiques, soit à cause des aléas de l'élevage) peuvent être vendus jusqu'à l'âge de 10 mois. L'âge moyen à la commercialisation se situe entre 4 et 6 mois suivant les élevages.

Le début de la croissance des agneaux, période où les besoins alimentaires de l'agneau comme de sa mère sont les plus élevés, et où les animaux sont les plus sensibles aux aléas climatiques, se déroule donc en fin d'hiver. A cette saison, ces animaux sont rentrés quotidiennement en bergerie pour être protégés des intempéries et recevoir un complément d'alimentation.

Cet abri et ces compléments sont indispensables pour couvrir les besoins alimentaires des animaux à cette saison, comme le montre le tableau ci-dessous :

Le fait d'utiliser un pâturage difficile (le pré salé) augmente les besoins des animaux de 30 %. Il faut qu'ils se déplacent plus pour constituer leur ration, et n'y ont pas d'abri. Si en plus on prend en compte les conditions climatiques qui prévalent notamment en février/mars, mais aussi en automne, ainsi qu'une distance supposée entre une bergerie et l'herbu de 1 km, on augmente les besoins des animaux dans des proportions telles que seul un apport de céréales important peut les satisfaire.

Besoins des agneaux en fonction des conditions de pâturage

	Besoins	En UFV	En orge (kg)
Croissance normale (auge + prairie cultivée)	100 %	1,2	Couvert par le pâturage et le lait de la mère
Sur parcours (landes, prés salés)	+ 30 %	0,36	0,33
+ froid et vent	+ 12,5 %	0,20	0,18
+ 2 km (aller/retour bergerie)	+10 %	0,18	0,16
Total	161 %	1,93	0,67

Source : Alimentation des bovins, ovins et caprins – tables INRA 2007

Les besoins alimentaires d'un agneau de pré salé sans bergerie proche dépassent donc de plus de 60 % ceux d'un agneau élevé sur prairie à proximité de sa bergerie, et la moitié de ce surplus est imputable à la distance entre la bergerie et le pré salé.

Avoir une bergerie à proximité des herbus, c'est permettre aux animaux de s'abriter en conditions climatiques défavorables mais aussi limiter leurs besoins liés aux déplacements.

IV.5 / Appellation d'Origine Contrôlée et bergeries

L'appellation d'origine contrôlée en cours de finalisation fixe les conditions de production de l'Agneau de Pré Salé pour la Baie du Mont Saint-Michel et les havres de la Côte Ouest du Cotentin. Elle affirme les grandes caractéristiques de cette production, ainsi que l'esprit général dans lequel elle doit se réaliser. Elle régleme aussi dans le détail les pratiques des éleveurs.

IV.5.1 / L'agneau de pré salé : un élément de l'identité des terroirs et du territoire

Les prés salés sont des milieux écologiques remarquables par leur originalité, leur rareté à l'échelle européenne et la biodiversité qu'ils accueillent. Ils ont permis le développement d'activités si intimement liées à leur existence (l'élevage de pré salé) qu'elles ne sont pas envisageables ailleurs ; c'est un des éléments de qualification fondamentaux pour un produit en A.O.C. Le cahier des charges de l'AOC décrit et affirme ce lien entre le produit et son terroir.

"...l'élevage de moutons et d'agneaux sur le marais salé participe fortement à l'identité paysagère et écologique tant de la Baie du Mont Saint-Michel que des havres du Cotentin qui disposent d'une grande réputation touristique..."

*Source : Cahier des charges de la demande d'Appellation d'Origine Contrôlée
"Prés-Salés du Mont Saint-Michel"*

L'élevage de pré salé est donc une activité historiquement et techniquement indissociable de ces milieux naturels du littoral de la Manche. Les bergeries de pré salé sont par conséquent un élément du patrimoine culturel, technique et paysager de ces territoires, même si elles ont à s'adapter au contexte socio-économique et technique qui évolue considérablement en agriculture.

IV.5.2 / Le bien-être des animaux

La première justification de la nécessité de disposer de bergeries à proximité des prés salés tient au respect du bien-être des animaux. La brebis est un animal domestiqué il y a 10 000 ans au Moyen Orient. C'est un animal de pays sec, qui supporte bien le froid, mais est très sensible au vent et à la pluie, même si les températures sont clémentes. En effet, la combinaison de ces deux paramètres climatiques, très fréquente dans la Manche et en particulier sur le littoral, crée pour l'animal qui les subit une "température apparente" bien inférieure à la température réelle. C'est la raison pour laquelle le cahier des charges de l'A.O.C. affirme le besoin impérieux de pouvoir abriter les animaux quotidiennement.

"...la présence de bergeries et de prairies situées sur le domaine terrestre à proximité du marais maritime est indispensable afin d'abriter les animaux la nuit et lorsque les prairies maritimes sont submergées par les marées de vives-eaux. Les bergeries permettent notamment de :

- ✓ Disposer d'abri pour les animaux en périodes d'intempéries et d'agnelage et assurer en général le bien-être animal*
- ✓ Garantir une bonne efficacité zootechnique en réduisant principalement les déplacements des agneaux afin de préserver leur croissance*
- ✓ Participer à la préservation de la qualité des eaux par la concentration des déjections sur le domaine terrestre..."*

*Source : Cahier des charges de la demande d'Appellation d'Origine Contrôlée
"Prés-Salés du Mont Saint-Michel"*

L'augmentation des besoins alimentaires des animaux utilisant une bergerie éloignée de l'herbu est exposée au chapitre précédent.

IV.5.3 / Alimentation et conditions de vie des animaux

L'A.O.C. limite la quantité d'aliments concentrés distribués aux agneaux. Ce terme évoque probablement au profane des gélules synthétiques, alors qu'il ne s'agit que de mélanges de céréales (orge, blé, maïs) et de protéagineux ou d'oléagineux (soja, colza, pois, féverolle).

"Durant la période de pâturage maritime ainsi qu'au cours des différentes phases d'interruption de cette période, l'alimentation des agneaux et brebis peut être complétée de fourrages. La distribution de concentrés aux agneaux est limitée pendant cette période à une quantité maximale de 300 g/j ..."

*Source : Cahier des charges de la demande d'Appellation d'Origine Contrôlée
"Prés-Salés du Mont Saint-Michel"*

La quantité d'aliments concentrés qu'il est autorisé de distribuer quotidiennement aux animaux correspond, aux imprécisions de calcul près, à la couverture du surplus de besoins de l'agneau lié à l'utilisation du pré salé comme pâturage. En cela, le cahier des charges de l'AOC est parfaitement cohérent avec les objectifs de production d'agneau dans des conditions difficiles. **En revanche, la limite ainsi établie ne permet pas de répondre aux besoins qui seraient liés à des conditions d'élevages encore plus difficiles dues à l'éloignement de la bergerie.**

IV.6 / Gestion du milieu naturel et bergeries

Comme signalé au II.2, une bergerie convenable est un outil de maîtrise du troupeau. Il permet de rassembler les animaux, de les soigner, de les alimenter, et évidemment de pratiquer toutes les interventions de tri nécessaires sur l'effectif. On ne peut pas envisager une bonne gestion des milieux naturels exceptionnels que sont les prés salés sans que les éleveurs disposent d'outils de travail efficaces.

Par exemple, une des solutions proposées pour abaisser le chargement sur les prés salés est de sevrer les agneaux et de garder les mères tarées sur les terres. Une telle intervention suppose de pouvoir trier les animaux puis de garder les brebis "sous la main" pendant le tarissement, période où la mamelle est très sensible à diverses infections. Il faut alors contrôler strictement l'alimentation des brebis et pouvoir intervenir sur chaque individu à tout moment. Ceci n'est réalisable qu'en bergerie.

De la même manière, le désaisonnement d'une partie du troupeau nécessite le recours à des traitements hormonaux qui ne peuvent être appliqués qu'à l'abri et avec des moyens de contention convenables.

Enfin, la bergerie est un lieu intéressant de maîtrise des déjections des brebis. Le fumier peut y être récupéré et valorisé comme engrais sur des terres adaptées et selon des modalités contrôlées. Ce n'est pas le cas lorsqu'on est contraint de laisser les brebis dormir dehors, parfois sur le pré salé lui-même. Là encore, la bergerie peut jouer un rôle déterminant dans l'amélioration des conditions de gestion des paysages et des milieux naturels environnants.

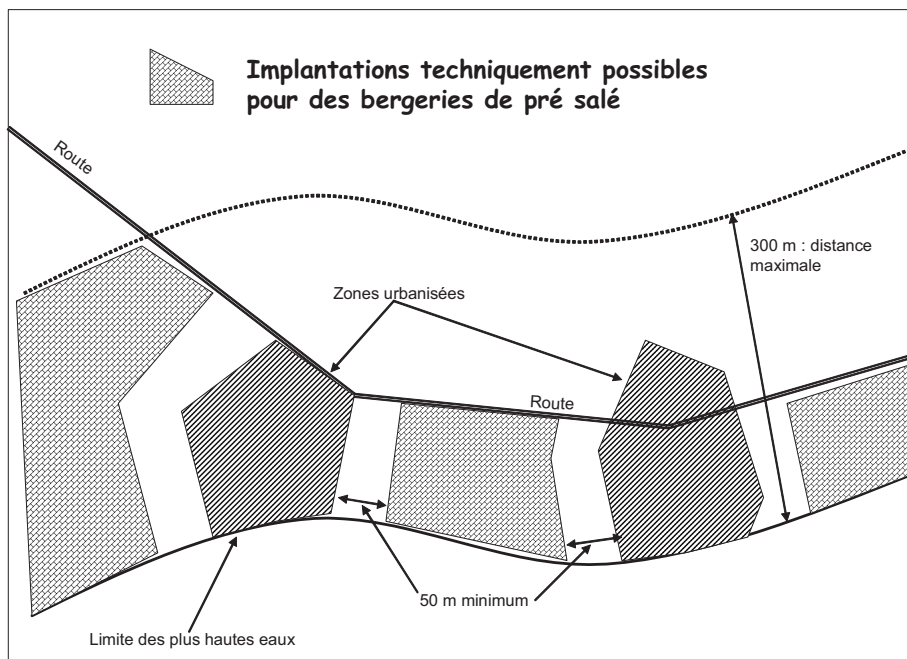
IV.7 / Principes de cartographie

L'objectif de l'étude est de fournir une cartographie des zones pouvant accueillir les bergeries. A l'issue de cette première partie du travail, il est possible de fixer des critères techniques de positionnement de ces bergeries. Ils seront complétés ensuite de critères réglementaires et paysagers.

Ces critères sont simples :

- Échelle de travail : ni trop petite, ni trop grande : entre le 1/10000 et 1/25000
- Les bergeries doivent satisfaire aux conditions suivantes :
 1. Moins de 300 m de l'herbu
 2. Pas d'habitations ni de cours d'eau proches (<50 m),
 3. Pas de groupe d'habitations à traverser
 4. Pas de route importante à traverser.

On peut synthétiser ces critères dans le schéma suivant :



Conclusion de la première partie

L'élevage de pré salé est indispensable à son territoire, et il est en danger de disparition. La possibilité de construire des bergeries est une des conditions de préservation de cette activité agricole originale.

La proximité immédiate de l'eau est une nécessité absolue sous plusieurs aspects :

Thème	Rôle de la bergerie, nécessité de sa proximité avec le pré salé
Alimentation des agneaux	Les limites fixées par l'AOC dans l'alimentation des agneaux sont incompatibles avec un éloignement de la bergerie vis-à-vis des herbus.
Bien-être animal	Abri lors des intempéries, ne peut se trouver à grande distance des herbus.
Pénibilité du travail	La distance entre l'herbu et la bergerie augmente les temps de parcours, les trajets herbu/bergerie pour les animaux comme pour l'éleveur.
Gestion pastorale des herbus	La bergerie est un outil de maîtrise du troupeau. C'est là que se situent les équipements de contention nécessaires aux interventions sur les animaux et à la gestion des lots, condition d'une bonne gestion des milieux naturels.
Maîtrise des pollutions	La bergerie, proche des herbus permet de collecter la plus grande part possible des déjections des animaux.

Le bilan de la construction d'une bergerie, au regard de la gestion des milieux naturels et des paysages, ne saurait être que positif. Bien évidemment, il y a des inconvénients à implanter des abris dans ces paysages remarquables, mais ces abris feront partie intégrante de ces paysages et surtout participeront à une valorisation écologiquement respectueuse de ces sites. Leur autorisation ne peut en effet se concevoir que dans le cadre d'un projet global incluant notamment le respect des prescriptions en matière de gestion des milieux naturels.

Une bergerie moderne, c'est un bâtiment d'environ 800 m², ce qui peut sembler important, mais il s'agit de bâtiments très simples, légers et réversibles. Les propositions architecturales viendront conforter ces aspects.

Par ailleurs, pour autant que l'on puisse prédire l'avenir, le nombre de bergeries qui pourrait s'avérer nécessaire est très modeste (12 pour le département) au regard de la longueur de littoral considérée (environ 85 km).

DEUXIÈME PARTIE : ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

Introduction

Une des questions les plus épineuses de la présente étude consiste à en analyser les contours réglementaires et à se demander quelles sont les possibilités juridiques d'obtention des permis de construire en bordure du littoral pour les éleveurs de pré salé. L'analyse des textes doit nous permettre de définir les modalités éventuelles d'élaboration d'un dossier de permis de construire en répondant à deux grandes séries de questions :

- ✓ Sur quels espaces est-il possible d'envisager le dépôt d'une demande de permis de construire ?
- ✓ Quelles caractéristiques doit avoir cette demande pour être acceptée ?

En première analyse, la lecture des textes aboutit en fait à une longue et complexe série d'interdictions. En faire la liste exhaustive n'aboutirait qu'à compliquer inutilement notre propos. Nous nous contenterons donc d'évoquer l'esprit général des textes considérés et d'évaluer les possibilités qu'ils laissent entrevoir, de mettre en exergue les situations "positives" sur lesquelles il est utile de réfléchir.

I / La loi littoral : Espaces Proches du Rivage, Bande des 100 m, Espaces Remarquables (Cartes I.1 à I.3)

Une série d'articles du Code de l'Urbanisme, de Circulaires ministérielles, de jugements des Tribunaux Administratifs, de la Cour Administrative d'Appel et d'Arrêts du Conseil d'Etat concernent directement notre étude.

I.1 / Article L146-4 : Définition des espaces et des règles d'urbanisation

Cet article s'applique à l'ensemble du territoire des communes littorales (En application du L146-1). Il y affirme un principe : l'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants (sauf pour certaines activités, sous certaines conditions), soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

Il définit par ailleurs deux sous-espaces dans ce territoire :

Les Espaces Proches du Rivage : ici, le principe de continuité ne souffre aucune exception, et est renforcé par un principe d'extension limitée de l'urbanisation. Ce principe de continuité exclut de fait les bâtiments d'élevage, qui ne peuvent pas être construits à proximité d'habitations.

La Bande des 100 m : sur une bande de 100 m à compter de la limite haute du rivage, toutes les constructions ou installations sont interdites, à l'exception notable de celles *"nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau"*.

La jurisprudence considère que la bande des 100 m est un sous-ensemble des Espaces Proches du Rivage, et que donc les règles s'appliquant sur ces espaces (continuité et extension limitée de l'urbanisation) s'appliquent dans la bande des 100 m. (TA de Nice, 1996). La justification de cette lecture de la loi tient surtout au maintien de la règle "d'extension limitée de l'urbanisation" : si l'on considère que cette règle ne s'applique pas dans cette bande des 100 m, alors des constructions importantes (complexes touristiques notamment) pourraient voir le jour dans des zones faiblement urbanisées, sans considération du rapport entre l'urbanisation existante et l'urbanisation créée (PRIEUR, 2005).

Cependant, *"l'interdiction (de créer des constructions ou installations) ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités exigeant la proximité immédiate de l'eau"* (Article L146-4-III). Le régime spécial ainsi instauré **pour la bande des 100 m et pour des constructions dédiées à des activités particulières** peut être considéré comme dérogeant au régime général appliqué aux Espaces Proches du Rivage. Cette exception ne s'appliquerait pas aux constructions non visées comme dérogatoires au L146-4-3.

Dès lors, si la nécessité de la proximité immédiate de l'eau est démontrée, on peut considérer que les règles de continuité et d'extension limitée de l'urbanisation ne s'appliquent pas aux bergeries dans la bande des 100 m. Cette lecture de la loi est en tout état de cause la seule qui ne rende pas caduque la présente étude.

I.2 / Article L146-6 : les Espaces Remarquables

I.2.1 / Qu'est-ce qu'un Espace Remarquable ?

Le L146-6 introduit la notion d'**Espace Remarquable** : espaces porteurs du patrimoine naturel et culturel (paysages, sites, milieux naturels etc...) du littoral, qui méritent une protection particulière. Cet article stipule qu'ils doivent être préservés. Les "aménagement légers" peuvent y être tolérés s'ils *"sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public"*.

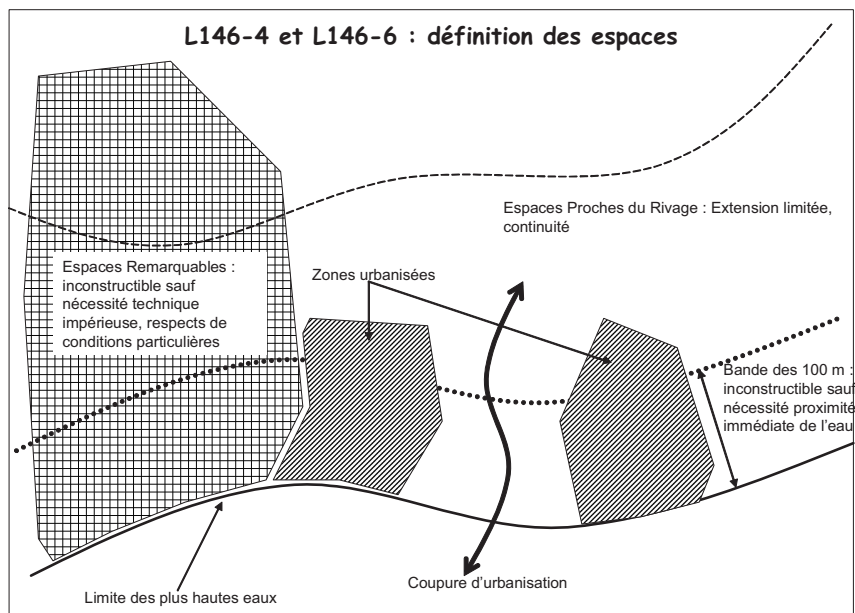
La circulaire du 20 juillet 2006 (DEV0650371C) précise comment sont définis ces espaces : *"Il appartient en premier lieu aux communes d'identifier et de délimiter les espaces remarquables lors de l'élaboration ou de la révision de leur Plan Local d'Urbanisme"*.

Les critères de définition et de délimitation de ces espaces répondent à trois niveaux de considérations (Loïc PRIEUR, 2005) :

- ✓ la liste de ces espaces dans les articles L146-6 et R146-1 du code de l'urbanisme

- ✓ tous les espaces **naturels** protégés au titre d'une autre réglementation que la loi littoral sont présumés remarquables (Sites inscrits ou classés, ZNIEFF, ZICO, ZPS)
- ✓ le juge au TA peut présumer remarquables des espaces non protégés par une autre réglementation, en fonction de la distance au littoral, de l'état "naturel" du site, du paysage, de la présence d'une flore ou d'une faune particulière

Les restrictions qu'impose l'article L146-6 sur toutes les constructions sont importantes mais nécessitent d'être explicitées, en particulier la notion "d'aménagement léger".



1.2.2 / Notion "d'Aménagement léger"

L'article R146-2 apporte ces précisions dans un grand nombre de cas, et en particulier dans celui de l'élevage d'ovins de pré salé, au paragraphe d) : pourront être considérés comme des aménagements légers, *"dans les zones (...) d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques."*

Les bergeries d'élevages de prés salés sont donc explicitement citées comme un des cas potentiellement dérogatoires au caractère très strict de la préservation de ces Espaces Remarquables. Ceci nous conforte dans l'idée que l'on peut considérer l'élevage de pré salé comme une activité nécessitant la proximité immédiate de l'eau dans le cadre de l'article L146-4 et de la bande des 100 m.

Cette ouverture est assortie d'un certain nombre de conditions. La localisation et l'aspect des aménagements ne doit pas :

- ✓ Dénaturer le caractère des sites
- ✓ Compromettre leur qualité architecturale et paysagère
- ✓ Porter atteinte à la préservation des milieux

Ils doivent en outre permettre le retour du site à l'état naturel. La question du caractère "léger" des aménagements n'en est cependant pas complètement élucidée.

La circulaire du 15 mars 2005 (EQUU510271C) reprend l'exception faite pour un certain nombre d'activités, dont l'élevage de pré salé, précisant que ces activités *"peuvent justifier des aménagements sans condition de seuil* (concernant les dimensions), *sous réserve que :*

- ✓ *la localisation de ces aménagements soit rendue indispensable par des nécessités techniques.*
- ✓ *les locaux liés à ces activités respectent les réglementations sanitaires en vigueur.*
- ✓ *dans le cas particulier des élevages d'ovins de prés salés, l'exigence de proximité immédiate de l'eau doit être appréciée au regard des modes actuels de production.*

Le décret ne définit aucun seuil de surface pour cette catégorie. Il faudra apprécier le caractère léger au regard de :

- ✓ *la hauteur, le volume, le rapport hauteur/emprise au sol...*
- ✓ *la taille de la construction qui devra conserver des proportions raisonnables par rapport au site.*
- ✓ *le choix des matériaux et des couleurs, qui, dans le cas d'architecture non traditionnelle, devra permettre à ces constructions de s'insérer dans le site."*

I.3 / Affectations des bâtiments

Il serait utile de s'assurer qu'un bâtiment construit pour être une bergerie ne puisse pas être reconverti pour une autre production car :

- ✓ En admettant que des permis de construire soient accordés, ils le seront à titre d'exception pour cette production particulière, et non pour d'autres activités,
- ✓ Si des bergeries étaient reconverties pour d'autres activités, le maintien de l'élevage de pré salé supposerait d'en construire d'autres, ce qui n'est évidemment ni souhaitable, ni souhaité.

Deux niveaux de maîtrise de cette affectation sont à distinguer :

1. La maîtrise de la destination du bâtiment au sens du code de l'urbanisme
2. Le contrôle des effets de la concurrence entre productions agricoles

I.3.1 / Les destinations du code de l'urbanisme

La maîtrise de la destination des bâtiments par le Code de l'Urbanisme, au travers des permis de construire est possible par l'utilisation de l'article R123-9, qui distingue 9 destinations possibles, et notamment la destination agricole. Cependant, les distinctions faites dans ce cadre ne sont pas suffisamment fines. Le code de l'Urbanisme ne discrimine pas les

productions agricoles. On ne peut donc pas garantir par ce moyen qu'une bergerie ne soit pas un jour transformée par exemple en hangar pour un producteur de légumes.

Une solution serait de concevoir au travers des documents d'urbanisme, dans les zones où les constructions de bergeries sont nécessaires

- ✓ Soit des zones "A" qui permettent cette maîtrise, assorties d'un règlement compatible avec les objectifs de préservation des milieux naturels et des paysages sur ces zones habituellement qualifiées de "naturelles"
- ✓ Soit des zones "Nb" spécialement dédiées à l'accueil des bergeries

Dans les deux cas, le règlement de la zone irait plus loin que le code de l'urbanisme, restreignant les utilisations possibles du bâtiment dans le futur.

1.3.2 / Concurrence entre activités agricoles

Sur ce sujet, la problématique est assez simple : la concurrence entre productions agricoles pour les terres comme pour les bâtiments s'exerce sur les territoires considérés avec beaucoup de vigueur. Les terres, qui sont en général d'excellente qualité à proximité des herbues (terres profondes et légères, pH élevé), comme les bâtiments sont l'objet de bien des convoitises. Dans le cadre d'une vente, le plus offrant emporte la partie et la rentabilité à court terme des activités est le facteur déterminant de leur capacité à s'imposer. Dans cette compétition, la production ovine, face aux productions légumière ou laitière, a perdu d'avance.

Or le code de l'urbanisme ne permet pas de maîtriser de telles évolutions. En l'état actuel de nos réflexions, la seule circonstance qui permettrait de garantir absolument qu'une bergerie de pré salé ne sera jamais dédiée à un autre usage agricole serait son positionnement en zone de préemption du département. Lors d'une vente, l'intervention du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres permettrait de maîtriser à long terme la destination du bâtiment. Eventuellement, les bâtiments situés en zone d'intervention de cet établissement pourraient bénéficier de la même protection, en fonction des orientations prises par cet organisme.

I.4 / Accès au rivage

L'Article L146-3 du code de l'Urbanisme prévoit que l'accès du public au rivage doit être préservé.

"Les opérations d'aménagement admises à proximité du rivage organisent ou préservent le libre accès du public à celui-ci".

I.5 / Conclusion

Il ressort de ces différents éléments que les seules solutions de construction qui semblent exister se situent **dans la bande des 100 m à compter de la limite haute du rivage et dans les Espaces Remarquables**. L'étude des possibilités d'implantation de bergeries dans ces espaces suppose :

- ✓ De démontrer que l'activité d'élevage d'ovins de prés salés requiert la proximité immédiate de l'eau, et que cette disposition répond à d'impératives nécessités techniques (voir première partie).
- ✓ Que l'on propose des types de bergeries satisfaisant à la fois les exigences techniques de l'élevage moderne et les caractéristiques architecturales et paysagères imposées en particulier dans le cas des espaces remarquables (caractère léger des aménagements).
- ✓ Que l'on étudie les possibilités réglementaires, les besoins techniques et les opportunités paysagères à l'échelle des communes et des entités constituées par les havres de manière à construire des propositions pertinentes à ces différents niveaux d'échelle. En particulier, la compatibilité de ces propositions avec les Cartes Communales, POS ou PLU des communes concernées ainsi qu'avec les Schémas de Cohérence Territoriale existants doit être établie.

II / Autres réglementations (Cartes II.1 à II.3)

II.1 / Site Inscrit, Site Classé

"La loi du 2 mai 1930 intégrée depuis dans les articles L341-1 à L341-22 du Code de l'environnement permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque ou artistique, historique ou légendaire. Le classement ou l'inscription d'un site ou d'un monument naturel constitue la reconnaissance officielle de sa qualité et la décision de placer son évolution sous le contrôle et la responsabilité de l'Etat".

II.1.1 / Site inscrit

L'inscription à l'inventaire supplémentaire des sites constitue une garantie minimale de protection. Elle impose aux maîtres d'ouvrages l'obligation d'informer l'administration quatre mois à l'avance de tout projet de travaux. Dans le cas de travaux soumis à la délivrance d'un permis de construire, celui-ci ne peut être délivré qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

II.1.2 / Site Classé

Les monuments naturels et les sites classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect, sauf autorisation spéciale délivrée, en fonction de l'importance des modifications :

- ✓ soit par le Ministre chargé des sites après avis de la Commission des Sites et, si le ministre le juge utile, de la Commission Supérieure des Sites, Perspectives et Paysages,
- ✓ soit par le Préfet de département, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France et chaque fois qu'il le juge utile, de la Commission des Sites.

Cette autorisation spéciale ne peut être tacite.

Le classement est une protection forte. Cependant, *"le classement d'un site n'a ni pour objet ni pour effet d'instituer une inconstructibilité ni d'interdire toute activité économique dans le périmètre de classement, mais seulement de soumettre à autorisation tout aménagement susceptible de modifier l'état des lieux"* (Conseil d'Etat, N° 183047, 6 septembre 1999).

Le classement d'un site ou son inscription doivent être pris en compte dans les PLU des communes. Ils concourent à la qualification et à la délimitation des Espace Remarquables au sens de la loi littoral.

II.2 / Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et Zone de Protection Spéciale (ZPS)

En droit de l'Union européenne, une **Zone spéciale de conservation (ZSC)**, est un site naturel ou semi-naturel désigné par les États membres, qui présente un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'il abrite. Sur de tels sites, les États membres doivent prendre les mesures qui leurs paraissent appropriées (réglementaires, contractuelles, administratives, pédagogiques, etc.) pour conserver le patrimoine naturel du site en bon état.

Les ZSC sont introduites par la directive 92/43/CEE, Directive habitats-faune-flore du 21 mai 1992, où elles sont précisément définies en ces termes :

"un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné." (*Commission Européenne, Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages*)

Les **zones de protection spéciale (Z.P.S)** sont créées en application de la directive européenne 79/409/CEE (plus connue sous le nom de Directive Oiseaux) relative à la conservation des oiseaux sauvages.

La détermination de ces *zones de protection spéciale* s'appuie sur l'inventaire scientifique des **ZICO** (zones importantes pour la conservation des oiseaux).

Leur désignation doit s'accompagner de mesures effectives de gestion et de protection pour répondre aux objectifs de conservation qui sont ceux de la directive. Ces mesures peuvent être de type réglementaire ou contractuel.

Les **Z.P.S.** sont intégrées au réseau européen de sites écologiques appelé **Natura 2000**.

Pour les parties du littoral qui nous concernent, les ZPS et ZSC n'ont pas encore fait l'objet d'un arrêté ministériel et n'ont donc pas encore de validité en droit français (en cela, il y a ici un hiatus avec le droit européen).

III / Zonages informatifs (Cartes III.1 à III.3)

On a regroupé ici sous ce terme les différents zonages concernant l'environnement, qui ne comportent pas de valeur juridique en tant que tels, mais sont pris en compte dans les démarches d'aménagement du territoire (en particulier les documents d'urbanisme).

III.1 / ZNIEFF 1 et 2

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique ont pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Deux types de ZNIEFF sont distingués :

- ✓ ZNIEFF I : Secteur de grand intérêt biologique ou écologique
- ✓ ZNIEFF II : Grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique directe mais leur prise en compte est obligatoire lors d'une opération d'aménagement. En particulier, ces opérations ne doivent pas remettre en question la protection des espèces (végétales ou animales) par la destruction des habitats. Les ZNIEFF sont aussi un des éléments d'appréciation dans la délimitation des Espaces Remarquables et la définition des zonages des Plans Locaux d'Urbanisme.

III.2 / ZICO

Le nom **zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO** en français, **IBA** en anglais pour **Important Bird Area**), renvoie à un inventaire scientifique dressé en application d'un programme international de Birdlife International visant à recenser les zones les plus favorables pour la conservation des oiseaux sauvages.

L'appellation ZICO est donnée suite à l'application d'un ensemble de critères définis à un niveau international. Pour être classé comme ZICO, un site doit remplir au moins une des conditions suivantes :

- pouvoir être l'habitat d'une certaine population d'une espèce internationalement reconnue comme étant en danger ;
- être l'habitat d'un grand nombre ou d'une concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer ;
- être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Les critères de sélection font intervenir des seuils chiffrés, en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants. De façon générale, les ZICO doivent aussi permettre d'assurer la conservation et la gestion des espèces. Leur traduction réglementaire se fait au travers des ZPS.

III / Développement territorial, réglementations locales

III.1 / A l'échelle intercommunale

III.1.1 / Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Les articles L122-1 et suivants du code de l'urbanisme définissent les SCOT, leur champ d'application, leurs rôles, leur fonctionnement.

"Les schémas de cohérence territoriale exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'agriculture, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Ils présentent le projet d'aménagement et de développement durable retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile".

Le SCOT contient donc un diagnostic du territoire considéré et les orientations de mise en valeur de ce territoire, au travers d'un *Projet d'Aménagement et de Développement Durable* (PADD). Ils *"déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers. (...) Ils déterminent les espaces et sites naturels, agricoles ou urbains à protéger et peuvent en définir la localisation ou la délimitation"*.

Les SCOT sont donc des documents de planification territoriale. Ils sont en cours de réalisation pour les zones qui nous intéressent : le pays de Coutances et le pays de la Baie du Mont Saint-Michel



III.1.2 / Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC)

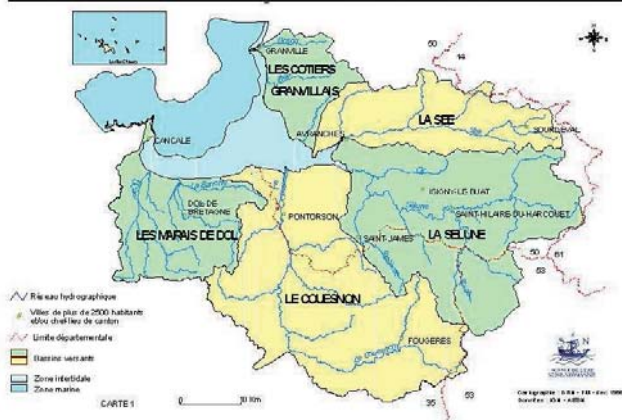
Une démarche de GIZC est contractuelle, elle vise à permettre une approche globale d'un territoire littoral (terre et mer) en prenant en compte :

- Le contexte physico-naturel
- Le contexte socio-économique
- Le contexte juridico-administratif

Deux démarches de ce type sont en cours. En baie du mont Saint-Michel, cette démarche est portée par l'Association Interdépartementale "Manche, Ille-et-Vilaine".

En baie du Mont Saint-Michel, son territoire d'application est le suivant :

Le territoire d'expérimentation de la GIZC



Pour la côte des havres, c'est le syndicat de pays qui l'anime.

III.1.3 / Conséquences pour l'étude sur les bergeries

Ces démarches territoriales (SCOT et GIZC) sont actuellement en cours. Naturellement, la production d'agneau de pré salé est prise en compte dans leurs réflexions car elle recouvre des enjeux complexes et importants de ces territoires :

- ✓ Elle participe à leur identité
- ✓ Elle est un aspect important de leur développement économique et touristique
- ✓ Elle tient une place centrale dans la problématique de gestion des prés salés en tant que milieux naturels à protéger.

C'est notamment pour fournir à ces démarches des éléments de la réflexion sur cette activité et les enjeux qu'elle porte que l'importance du pré salé dans son territoire a été abordée en première partie, et qu'une description de la production a été faite.

III.2 / A l'échelle des communes : POS et PLU

III.2.1 / Contenu des documents d'urbanisme

Les SCOT fixent les orientations sur un territoire, et les Plans d'Occupation des Sols ou les Plans Locaux d'Urbanisme (selon les communes, on rencontre l'une ou l'autre modalité), à l'échelle des communes, doivent se mettre en cohérence avec ces orientations (Article L122-1 du Code de l'Urbanisme). Ils fixent de manière précise le plan de développement de la commune et les usages de l'espace cohérents avec ce plan. Leur contenu et les procédures de mise en place sont fixés par les articles L123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Ces documents d'urbanisme locaux précisent notamment quelles sont les zones considérées comme "naturelles", et qui à ce titre ne doivent pas être urbanisées. Dans le cas des POS, ces zones sont en général dénommées "2ND", et "N" dans le cas des PLU. Elles constituent les zones les plus protégées vis-à-vis des constructions. Des tendances générales peuvent déjà être dégagées :

- ✓ Dans tous les cas, les opportunités techniques de construction de bergeries se situent dans ces zones naturelles
- ✓ Dans certains cas, la rédaction du règlement du document d'urbanisme peut être plus restrictive que ce qu'impose la loi "Littoral", interdisant toute construction, de quelque nature qu'elle soit.
- ✓ Les documents d'urbanisme qui précisent les contours des "Espaces Remarquables" sont rares (Bréhal et Montmartin sur Mer uniquement)

Les cas où les documents d'urbanisme locaux n'imposent pas de restrictions telles qu'elles rendent impossible la construction de bergeries sont finalement une minorité : le PLU de Tourville sur Siègne en cours de révision et le POS de Genêts (le cas de Genêts est particulier : le règlement du POS autorise la construction *"d'abris pour les brebis paissant sur les prés salés"*)

Le tableau ci-dessous fait le bilan de la situation commune par commune :

Dans la plupart des POS, en préambule du règlement de la zone 2ND, on trouve la phrase suivante :

"Toute construction, de quelque nature qu'elle soit, est exclue de cette zone"

Une telle rédaction ne laisse pas de place à l'interprétation, et bien que son positionnement en préambule du règlement de la zone lui ôte toute valeur juridique, elle est renforcée par les dispositions des articles 1 et 2 de ces règlements.

Cependant, ces documents sont pour la plupart à réviser dans les années qui viennent, et il est possible de faire des suggestions aux communes sur le contenu à donner à leur document d'urbanisme (Rapport de présentation et Règlement) pour permettre ces constructions tout en les maîtrisant.

Les POS et PLU des communes concernées

Commune	Type de document d'urbanisme	Dénomination des zones naturelles	Règlement sur cette zone	Autres zones accessibles	Etat du document
Barneville-Carteret	PLU	2N	Loi Littoral	Aucune	Approuvé sans procédure en cours
Portbail	PLU	2N	Loi Littoral	Aucune	Approuvé sans procédure en cours
Surville	Carte communale				
Saint-Germain sur Ay	PLU	N ou Nr	?	Aucune	Approuvé sans procédure en cours
Créances	POS	2ND	***	Aucune	En cours de révision
Geffosses	POS	ND	***	Aucune	En cours de révision
Agon-Coutainville	POS	2ND	Loi littoral	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Tourville sur Sienne	PLU	N	Loi littoral	aucune	En cours de révision
Heugueville sur Sienne	POS	2ND	***		En cours de révision
Regnéville sur Mer	POS	ND	***	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Montmartin sur Mer	POS	NDr	Loi littoral	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Bricqueville sur Mer	PLU	N	***	? 1AUc ?	Approuvé sans procédure en cours
Béhal	PLU	N	***	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Genêts	POS	2ND	Abris pour brebis	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Vains	POS	2ND	***	? NDI ?	En cours de révision
Le Val Saint-Père	PLU	2N	***	1N	Approuvé sans procédure en cours
Céaux	POS	2ND	***	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Courtils	POS	1ND et 2ND	***	aucune	Approuvé sans procédure en cours
Huisnes sur Mer	POS	2ND	***	aucune	En cours de révision
Le Mont Saint-Michel	POS	2ND	***	aucune	PLU en cours d'élaboration
Ardevon (Pontorson)	POS	2ND	***	aucune	En cours de révision

*** : le règlement du POS ou du PLU empêche la construction de bergeries

Loi Littoral : les règles qui s'appliquent sur cette zone sont celles de la loi littoral, soit que le document d'urbanisme y fasse clairement référence, soit qu'il n'introduise pas d'interdiction plus stricte.

III.2.2 / Suggestions pour les orientations des documents d'urbanisme

Il n'est pas ici question de s'immiscer indûment dans la rédaction des documents d'urbanisme locaux, mais d'apporter aux communes désireuses d'intégrer le pré salé dans leur plan de développement les éléments techniques et juridiques nécessaires à cette démarche. Les propositions ci-dessous s'entendent dans le cadre d'une révision générale de POS, et notamment d'un passage de "POS" à "PLU"

Rapport de présentation

Le rapport de présentation des PLU pourrait utiliser la première partie de cette étude pour évaluer à l'échelle de la commune considérée l'importance de cette production et les problématiques locales qui s'y rattachent. Cette analyse pourra aussi s'appuyer sur les différents documents existants concernant :

- ✓ Le Schéma de Cohérence Territoriale de la zone (ils sont actuellement en cours de rédaction)
- ✓ La Gestion Intégrée des Zones Côtières
- ✓ Document d'Objectifs Natura 2000 : Dans le cadre d'une éventuelle Evaluation Environnementale, le document d'urbanisme devra préciser les conséquences positives ou négatives, directes ou indirectes du projet général sur le site Natura 2000 situé à proximité (en général : les prés salés atlantiques, et les dunes)

L'état et la capacité des bergeries existantes, les évolutions prévisibles des élevages, qui sont présentées dans ce rapport, peuvent aussi servir à établir un diagnostic local sur cette production, et donc sur ses besoins, en relation étroite avec les éleveurs de la commune. La situation locale de la production au regard de l'Appellation d'origine contrôlée est un élément fondamental de ce diagnostic.

Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le PADD devrait, à partir du diagnostic réalisé dans le rapport de présentation, et en reprenant les éléments de la première partie concernant d'une part la situation difficile de cette production et d'autre part son importance pour le territoire, fixer des objectifs sinon de développement, du moins de préservation de cette activité dans le respect des orientations de développement de la commune et de la préservation des habitats naturels qu'elle met en valeur. En particulier, le PADD doit respecter :

- ✓ La cohérence du projet avec le Document d'Objectif Natura 2000 et, le cas échéant, avec les prescriptions de gestion des prés salés faites par l'opérateur Natura 2000 pour la zone considérée.
- ✓ La cohérence du projet avec l'existence sur la zone considérée d'un ou de plusieurs élevages en Appellation d'Origine Contrôlée "Pré-Salé du Mont Saint-Michel" : sur les prés salés, qui sont un pâturage collectif, les élevages sont dépendants les uns des autres. L'introduction d'un élevage ou sa modification peut avoir des influences fortes sur les autres éleveurs du secteur.

A ce titre, la consultation des organismes publics pourrait être prévue, pour chacun en ce qui le concerne (Conservatoire des Espaces Littoraux et des Rivages Lacustres pour Natura 2000, et INAOQ pour l'AOC), ainsi que celle des associations d'éleveurs présentes sur la zone. On peut noter que la consultation de l'INAO dans le périmètre d'une AOC est en tout état de cause obligatoire (Article L112-3 du Code Rural et R123-17 du Code de l'Urbanisme).

Règlement

Le pré salé a besoin de bergeries, mais ces constructions ne peuvent pas être simplement autorisées sans aucun contrôle. Le règlement des plans locaux d'urbanisme, tout en ouvrant des possibilités d'édification de bergeries, doit en contrôler les conditions de réalisation.

Dans le cadre de la lecture de la loi littoral réalisée dans la présente étude, il semble que le règlement de ces zones puisse simplement se référer à cette loi pour ouvrir des possibilités réglementaires d'obtention de permis de construire, sans créer de règles plus strictes. L'existence de l'activité et les problématiques auxquelles elle est liée étant abordée dans le rapport de présentation, il restera simplement à préciser les conditions de réalisation de ces bergeries relevant des problématiques locales.

En particulier, pourront être pris en compte dans le règlement des zones "N" les conditions de l'Article R146-2 du code de l'urbanisme ; la reprise *in extenso* du texte du code de l'urbanisme est le meilleur moyen de garantir la cohérence avec la loi littoral et un bon contrôle des autorisations éventuelles de construire :

"En application du deuxième alinéa de l'article L. 146-6, peuvent être implantés dans les espaces et milieux mentionnés à cet article, après enquête publique dans les cas prévus par les articles R. 123-1 à R. 123-33 du code de l'environnement, les aménagements légers suivants, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux :

(...)

d) A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes : (...)

- dans les zones de pêche, de cultures marines ou lacustres, de conchyliculture, de saliculture et d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à la condition que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ; (...)

Les aménagements mentionnés aux a, b et d du présent article doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel".

Cependant, cet article fait référence explicitement aux espaces remarquables. Ce texte doit donc être légèrement modifié dans le cadre d'un règlement de PLU pour pouvoir s'appliquer aussi dans la bande des 100 m.

EXEMPLE : La commune de Céaux

Au chapitre V, Article II ND 1, § II : Occupations du sol admises sous conditions : la rédaction actuelle est la suivante :

§ II – Occupations du sol admises sous conditions

Sont admis :

- Les aménagements ou les extensions mesurées des bâtiments existants, sous réserve d'une bonne intégration dans le site

Elle pourrait être remplacée par :

§ II – Occupations du sol admises sous conditions

Sont admis :

- Les aménagements ou les extensions mesurées des bâtiments existants, sous réserve d'une bonne intégration dans le site
- A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes, pour l'activité d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ; ces aménagements doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.

III.2.3 / Validité de l'ensemble du règlement

Dans le règlement des zones N, les deux premiers articles sont bien évidemment les éléments les plus importants en ce qui nous concerne. Cependant, **il faut veiller absolument à ce que l'ensemble du règlement pour cette zone soit correctement rédigé pour ne pas pouvoir être invalidé sur l'analyse d'autres articles.** En particulier, la plupart des POS des communes ne renseignent pas les articles 6 à 11 définis au R123-9 du Code de l'Urbanisme, alors que le L123-1 oblige à le faire en exigeant du règlement qu'il "*définisse les règles concernant l'implantation des constructions*" :

III.2.4 / Zones spéciales pour la maîtrise de la destination des bâtiments

La création de zones dédiées à la construction de bergeries peut être envisagée comme moyen de maîtriser le positionnement géographique des bergeries, mais aussi leur affectation sur le long terme (cf 2^{ème} partie, I.3.1).

L'article R*123-8 du code de l'urbanisme limite cependant le recours à ce type de solutions : "*(...) des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.*"

Les zones ainsi définies seront donc forcément très restreintes, ce qui correspond bien aux objectifs de maîtrise de cette production et de ses bâtiments, mais peut localement poser des difficultés d'application concrètes et se heurter notamment aux intérêts fonciers individuels. De plus, cette solution engagerait l'organisation de la production d'agneau de pré salé sur un territoire important (une commune) et pour le long terme. Elle serait donc à utiliser avec circonspection, dans le cadre d'une étude locale fine et partagée par les différents acteurs des besoins et des enjeux de l'élevage.

Le contenu du règlement des zones ainsi créées doit lui aussi être mûrement réfléchi. Il pourra fixer en particulier :

- ✓ L'affectation définitive des bâtiments considérés (Elevage de pré salé)
- ✓ Les préconisations architecturales (forme du bâtiment, matériaux)
- ✓ La gestion des abords du bâtiment, les règles d'implantation

III.2.5 / Les procédures d'évolution des Documents d'Urbanisme

L'Article L123-13 du Code de l'Urbanisme fixe les conditions de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme : *"Le plan local d'urbanisme est modifié ou révisé par délibération du conseil municipal après enquête publique"*.

Révision générale

La révision d'un PLU suit la même procédure que son élaboration (Articles L123-6 à L123-12 du Code de l'Urbanisme). Elle est donc assez lourde et ne se justifie que dans le cas de modifications importantes.

Elle peut être nécessaire en particulier pour mettre en cohérence le document d'urbanisme avec le Schéma de Cohérence Territoriale en vigueur sur le territoire de la commune et/ou avec la loi littoral. L'Article L123-14 prévoit que le Préfet peut prendre l'initiative de ces modifications en l'absence de démarche de la commune.

Un grand nombre de documents d'urbanisme du littoral de la Manche ne sont pas compatibles avec la loi littoral, et les SCOT sont en cours de révision. Il est donc certain que ces documents auront à être révisés dans les années à venir. Ce sera l'occasion de prendre pleinement en compte l'activité d'élevage de pré salé.

Au cours d'une telle révision, des parties des zones N peuvent être prévues comme pouvant accueillir des constructions de bergeries. En application de l'Article R*123-8, elles doivent cependant être très limitées en extension : *"des constructions peuvent être autorisées dans des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées, à la condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages"*.

Révision simplifiée

Selon les conditions, la procédure de révision peut être simplifiée, mais ce cas ne semble pas concerner directement notre étude.

Article L123-13 : *"Lorsque la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération, à caractère public ou privé, présentant un intérêt général notamment pour la commune ou toute autre collectivité ou lorsque la révision a pour objet la rectification d'une erreur matérielle, elle peut, à l'initiative du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée".*

Modification

L'Article L123-13 prévoit la possibilité, dans un certain nombre de cas, de modifier le document d'urbanisme d'une commune.

"La procédure de modification est utilisée à condition que la modification envisagée :

- a) Ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 123-1 ;*
- b) Ne réduise pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;*
- c) Ne comporte pas de graves risques de nuisance".*

Dans les cas où il y a urgence à construire des bergeries, et où la révision générale du document d'urbanisme de la commune ne semble pas devoir s'effectuer dans un avenir proche, il pourrait être proposé aux communes une démarche visant simplement à modifier légèrement le texte du règlement de la zone 2 ND, de telle sorte que le document d'urbanisme ne fasse plus obstacle aux bergeries, tout en permettant un minimum de contrôle.

Une telle modification nécessite un dossier modeste et une enquête publique. La procédure serait sensiblement la même pour toutes les communes concernées, mais avec des différences en fonction de la problématique locale (nécessité plus ou moins affirmée de constructions nouvelles, type de document d'urbanisme, nuances dans les règlements des zones considérées).

Les éléments de ces propositions de modification seront donc abordés dans la troisième partie, commune par commune.

IV / Règlement sanitaire départemental

Le Règlement Sanitaire Départemental fixe les conditions de réalisation et de fonctionnement des bâtiments d'élevage sur le plan sanitaire. En particulier, ce règlement précise :

- ✓ Article 153-4 : distance de plus de 50 m entre un bâtiment d'élevage et les habitations des tiers (cette règle est déjà prise en compte dans les règles techniques de cartographie des zones)

- ✓ Article 154-1 : les locaux de logement des animaux doivent être bien ventilés, complètement isolés des parties habitables, et les matériaux employés doivent permettre le nettoyage sous pression des parois. En revanche, les élevages sur litière accumulée, ce qui est le cas des bergeries, ne nécessitent pas de rendre le sol étanche. La litière des ovins, dès lors qu'elle est bien paillée et à l'abri, ne produisant pas d'effluents, il n'est pas nécessaire de prévoir leur récupération.
- ✓ Article 155 : les dépôts de fumier ne doivent pas entraîner de pollution des ressources en eau et doivent être situés à au moins 35 m de celles-ci (source, puit, captage, ruisseau ou rivière etc.) et à au moins 50 m des immeubles non liés à l'exploitation.

Le permis de construire devra donc prévoir ces aspects et apporter les éléments de justification du respect de ces règles.

V / Procédure de dépôt d'un permis d'aménager ou de construire

V.1 / Permis de Construire ou d'Aménager

La construction d'une bergerie crée à l'évidence une Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) de plus de 20 m². Au titre des articles R421-1 et R421-14 du Code de l'Urbanisme, elle doit donc faire l'objet d'une demande de Permis de Construire.

L'article R421-22 du même code précise cependant que :

"Dans les espaces remarquables ou milieux du littoral qui sont identifiés dans un document d'urbanisme comme devant être préservés en application de l'article L. 146-6, les aménagements mentionnés aux a, b, c et d de l'article R. 146-2 doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager".

Les bergeries de pré salé implantées en Espaces Remarquables sont ici explicitement visées et nécessiteront le dépôt d'une demande de Permis d'Aménager.

V.2 / Enquête publique

Dans tous les cas, les projets d'installations dans la bande des 100 m et les Espaces Remarquables seront soumis à enquête publique, en application de l'article L123-1 du Code de l'Environnement et du L146-4-III du Code de l'Urbanisme : *"Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. Leur réalisation est toutefois soumise à enquête publique suivant les modalités de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement."*

L'organisation de cette enquête publique incombe aux services qui instruisent le dossier, mais les frais liés à cette enquête sont à la charge du maître d'ouvrage.

V.3 / Commission des Sites

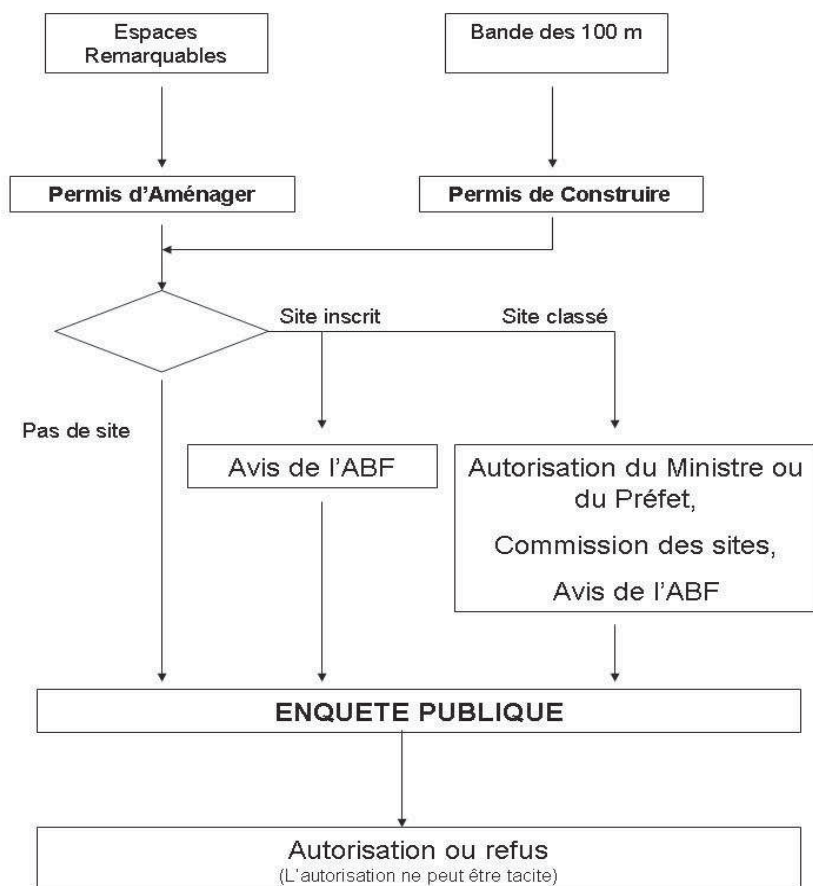
Si le projet se situe en site classé, une autorisation spéciale devra être délivrée :

- ✓ soit par le Ministre chargé des sites après avis de la Commission des Sites et, si le ministre le juge utile, de la Commission Supérieure des Sites, Perspectives et Paysages,
- ✓ soit par le Préfet de département, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France et chaque fois qu'il le juge utile, de la Commission des Sites.

Si le projet se situe en site inscrit, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera suffisant.

La mise en place de ces procédures est ici encore de la responsabilité des services qui instruisent le dossier, et ne change rien pour le maître d'ouvrage.

Procédure Autorisation de construction d'une bergerie



V.4 / Contenu du dossier de demande de permis de construire ou d'aménager

V.4.1 / Contenu classique

D'une manière très conventionnelle, la demande de permis de construire doit contenir un certain nombre de pièces classiques, précisées dans les formulaires à remplir pour cette démarche (plans, photographies, descriptions) :

- ✓ Le contenu du dossier de demande de permis de construire est précisé par les articles R431-7 à R431-10 du Code de l'Urbanisme.
- ✓ Le contenu du dossier de demande de permis d'aménager est précisé par les articles R441-2 à R441-4 du Code de l'Urbanisme.

Le projet doit impérativement être cohérent avec les préconisations architecturales contenues dans le dossier ci-joint du CAUE, notamment en ce qui concerne le caractère léger et la réversibilité du bâtiment.

V.4.2 / Le volet paysager

Le volet paysager existe dans tous les permis de construire. Dans le cas des bergeries de pré salé, les projets doivent faire la preuve qu'ils ne détériorent pas les paysages, et il est évident que cet aspect fera l'objet d'une attention particulière de la part des services chargés d'instruire le dossier. Ce volet doit donc être particulièrement soigné, argumenté, et de préférence cohérent avec les conclusions de la présente étude.

V.4.3 / Notice d'activité

Le type d'activité prévue dans le projet doit être précisé dans le cadre d'une notice :

Article R431-16

"Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend en outre, selon les cas :

(...)

e) Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment et justifiant, s'il y a lieu, que cette activité répond aux critères définis par l'article R146-2, lorsque la demande concerne un projet de construction visé au d de cet article et situé dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver d'une commune littorale ;"

C'est donc cette notice qui devra faire la démonstration de la nécessité de la proximité immédiate de l'eau, et de l'impossibilité de positionner le projet ailleurs qu'à l'endroit prévu. Il pourra aussi contenir une description de l'activité envisagée.

V.4.4 / Notice d'impact

De la même manière que pour le volet paysager, la loi littoral indique que les projets ne doivent pas porter atteinte aux milieux naturels, et la totalité des prés salés atlantiques de la Manche est en Zone Spéciale de Conservation. La cohérence du projet avec les objectifs de Natura 2000 doit donc être démontrée.

Le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 en précise le contenu attendu d'une notice d'impact :

Le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance des travaux et aménagements projetés et avec leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

L'étude d'impact présente successivement :

- ✓ Une analyse de l'état initial du site et de son environnement, portant notamment sur les richesses naturelles et les espaces naturels agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, affectés par les aménagements ou ouvrages ;
- ✓ Une analyse des effets sur l'environnement, et en particulier sur les sites et paysages, la faune et la flore, les milieux naturels et les équilibres biologiques et, le cas échéant, sur la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses), ou sur l'hygiène et la salubrité publique ;
- ✓ Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés, le projet présenté a été retenu ;
- ✓ Les mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes.

Conclusion de la deuxième partie

La lecture de la loi littoral et des différentes réglementations proposées se traduit par la délimitation des zones où les constructions de bergeries devraient être possibles : la bande des 100 m et les Espaces Remarquables.

La délimitation de ces espaces proposée dans les cartes I.1 à I.3 s'appuie sur l'"Etude de Définition des Applications spatiales de la loi Littoral" réalisée par la Direction Départementale de l'Equipement en 2002, sauf dans le cas (rare) où les communes ont déjà effectué cette délimitation dans le cadre de leur document d'urbanisme. Ces délimitations n'ont pas de valeur juridique, en l'absence d'une définition de ces zonages dans le cadre des documents d'urbanisme des communes, et ne constituent qu'une première approche indicative de la délimitation de ces espaces. Elles doivent donc être considérées avec la plus grande prudence et ont vocation à être réalisées de manière définitive par les communes. Elles sont cependant actuellement les seules disponibles.

Les types de bâtiments proposés devront impérativement remplir un certain nombre de conditions :

- ✓ Etre assimilables à des "aménagements légers". Ce critère n'intègre pas de condition de seuil de dimensions, mais implique que l'on limite celles-ci autant que les aspects techniques le permettent. Ces aménagements devront permettre absolument le retour à l'état initial du site
- ✓ La localisation et l'aspect des aménagements ne doit pas dénaturer le caractère des sites, compromettre leur qualité architecturale et paysagère, ni porter atteinte à la préservation des milieux

Cette définition du type de bâtiment proposé, élaborée notamment à l'aide des textes régissant les Espaces Remarquables, sera aussi utilisée pour les projets prenant place dans la bande des 100 m.

Il reste que la plupart des documents d'urbanisme existants sont un obstacle rédhibitoire à la construction de ces bergeries. Dans la plupart des cas, il faudra donc attendre que ces documents évoluent, ce qui sera nécessaire pour la majorité d'entre eux, pour des raisons sans rapport avec notre étude (mise en cohérence avec la loi littoral ou avec les SCOT).

TROISIEME PARTIE : ANALYSE HAVRE PAR HAVRE

I / Havre de Barneville-Carteret (Carte IV.1)

I.1 / Le pâturage et le pré salé

Surface : environ 33 ha

Présent en 2007 : aucune brebis sur ce havre actuellement

Limite AOC : 200 brebis

Cet herbu n'est actuellement pas pâturé. Un projet d'élevage y est à l'étude. Compte tenu de la disposition des lieux et du type d'herbu considéré, une centaine de brebis est probablement le maximum que pourrait accueillir cet herbu, quoiqu'une telle prévision nécessitera forcément d'être confrontée à l'expérience.

Cet herbu est enchâssé dans l'urbanisme omniprésent de Barneville-Carteret, ce qui nécessite de bien réfléchir un tel projet. Si un projet de bergerie devait voir le jour, ce ne pourrait être que sur la plaine littorale non urbanisée au centre du havre (carte ci-jointe).



I.2 / Le document d'urbanisme local

Le Plan Local d'Urbanisme de Barneville-Carteret classe la zone évoquée ci-dessous en "2N". Le règlement de ce PLU fait explicitement référence à l'Article R146-2 du Code de l'Urbanisme, sur un mode très proche de ce qui est proposé au II.2.1 de ce rapport. Dans le cadre de l'ensemble des précautions préconisées, ce PLU n'est donc pas a priori un obstacle aux constructions de bergeries.

II / Havre de Portbail (Carte IV.2)

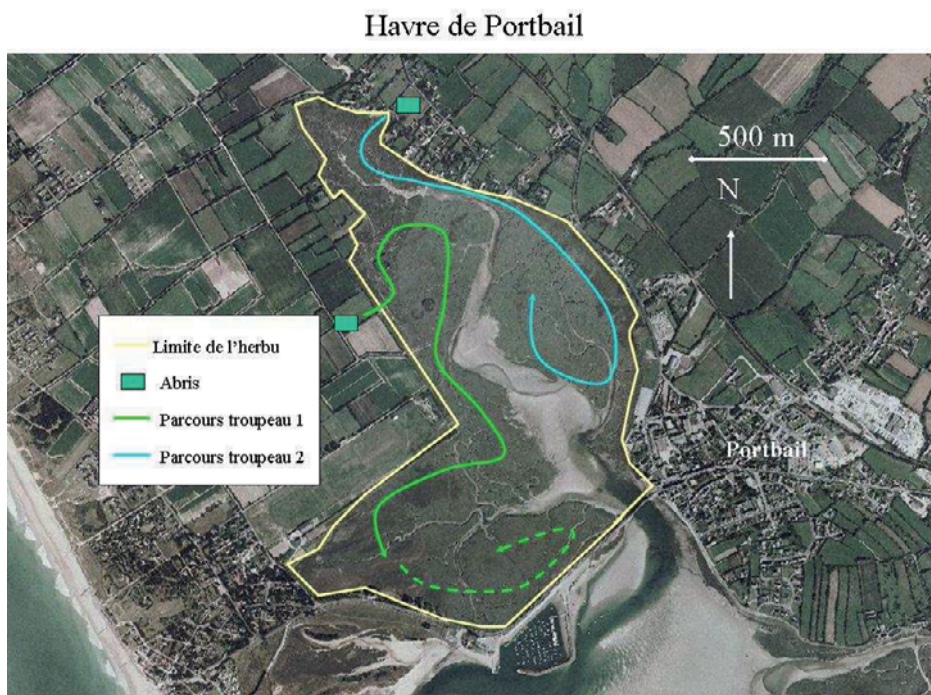
II.1 / Le pâturage et le pré salé

Surface du secteur : 114 ha

Présent en 2008 : 197 brebis

Limite AOC : 200 brebis

Ce havre est divisé en deux anses. L'une, qui n'apparaît pas sur la carte ci-jointe), s'étend au sud-est du bourg vers l'intérieur des terres, l'autre est orientée au nord-ouest et séparée de la mer par un cordon dunaire depuis longtemps urbanisé ou cultivé. La première n'est pas pâturée, car sa surface est faible et sa disposition géographique peu pratique. Elle n'est donc pas comptabilisée dans le calcul de la surface. La deuxième est pâturée par deux troupeaux d'environ 160 et 30 brebis.



Les deux éleveurs ont plus de 50 ans mais ne semblent pas destinés à quitter leur activité à court terme. Ils disposent des surfaces de repli nécessaires à proximité des herbus, mais uniquement d'abris peu fonctionnels pour leur brebis.

Les pratiques sont très classiques, avec un agnelage d'hiver en bergerie, et un pâturage quotidien des herbus avec retrait nocturne des brebis dès que le temps le permet. Ce havre est couvert par la marée dès que l'on atteint un coefficient de 85 à 90.

Diagnostic technique

Le pâturage sur ce havre n'appelle pas de commentaires particuliers. Cependant, des équipements seraient nécessaires pour permettre à l'activité de s'y pérenniser dans le respect des milieux naturels et des autres activités de cette petite station balnéaire : des clôtures à la limite entre l'herbu et le cordon dunaire et des bergeries convenables pour accueillir les troupeaux dans de bonnes conditions.

II.2 / Le document d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme de Barneville-Carteret classe la zone évoquée ci-dessous en "2N". Le règlement de ce PLU fait explicitement référence à l'Article R146-2 du Code de l'Urbanisme, sur un mode très proche de ce qui est proposé au II.2.1 de ce rapport. Dans le cadre de l'ensemble des précautions préconisées, ce PLU n'est donc pas a priori un obstacle aux constructions de bergeries.

III / Havre de Surville (Carte IV.3)

Surface du secteur : 32 ha

Présent en 2008 : aucun élevage

Ce havre est divisé en deux parties par le fleuve dont il forme l'estuaire. Il est toujours hasardeux de se prononcer avant d'en avoir fait l'essai, mais il est probable que les brebis ne puissent pas simplement passer d'une rive à l'autre. De plus, sa surface est faible et il n'y a pas de pâturages à proximité : les terres sont en culture. Il est donc peu probable qu'un élevage de pré salé parvienne à prendre pied dans ce havre. A la fin des années 1990, une tentative avait été faite, qui s'est soldée par un échec.

Ce havre ne représente donc pas d'enjeu particulier pour la production de pré salé. Par ailleurs très maritime, il n'est pas envahi par le chiendent maritime et ne nécessite donc pas forcément d'entretien par le pâturage, indépendamment d'une éventuelle problématique d'entretien des dunes.

La commune de Surville n'a pas de POS, simplement une carte communale.

IV / Havre de Lessay (Carte IV.4)

Ce havre mérite une présentation plus poussée que les autres, du fait de son potentiel fourrager exceptionnel pour la côte ouest du Cotentin, et des thématiques techniques et environnementales qui lui sont propres.

IV.1 / Présentations du secteur

IV.1.1 / Le pâturage

Surface du secteur : 310 ha

Présent en 2006 : 86,85 UGB soit 579 brebis

Les difficultés d'exploitation de ce havre, soulevées par les éleveurs, sont les suivantes :

① Un envahissement par le Chiendent Maritime est sensible sur la plus grande partie de la surface. Cette plante est mal consommée par les brebis, et recouvre des surfaces qui deviennent de fait improductive pour l'élevage, et peu satisfaisantes sur le plan de la biodiversité. Cet envahissement est principalement le fait d'un chargement trop faible sur les herbus.

② Equipements pastoraux : l'absence totale d'équipements pastoraux rend difficile le travail des éleveurs sur ce havre par ailleurs très vaste et accidenté. Il devient urgent de trouver des solutions pour rendre le pâturage sur ce havre un peu plus aisé. En particulier, les besoins des éleveurs portent sur :

- Les clôtures : des problèmes récurrents de divagation se posent au hameau de la Gaverie toute l'année, et sur la zone de Créances en été ;
- Les surfaces de repli : des surfaces de repli sont nécessaires pour les éleveurs, qui en ont très peu, confrontés à une pression foncière importante. Des surfaces de bois ou de dunes sont pourtant libres à proximité du havre et pourraient utilement accueillir les brebis : bien maîtrisé, le pâturage sur ces surfaces concourrait à leur entretien ;
- Les passerelles : les éleveurs ont besoin de pouvoir installer quelques passerelles sur des criches particulièrement dangereuses pour les brebis ;
- Les bâtiments : plus qu'ailleurs, le manque de bâtiments corrects à proximité des herbus pénalise fortement le développement de cette activité ;

③ Des éleveurs souhaitent actuellement augmenter leur troupe ou en installer une sur ce havre. Il semble que le potentiel fourrager l'autorise et même le réclame, mais les difficultés présentées ci-dessus sont un obstacle à ces installations.

IV.1.2 / Avenir des élevages

En 2008, le Havre de Lessay comptait deux éleveurs professionnels et quatre retraités ou non professionnels avec de petites troupes. Le nombre de ces troupes semble devoir baisser à l'avenir, comme sur les autres havres. Seuls deux élevages semblent pouvoir perdurer, à condition que leurs conditions de travail soient améliorées par des équipements pastoraux adaptés.

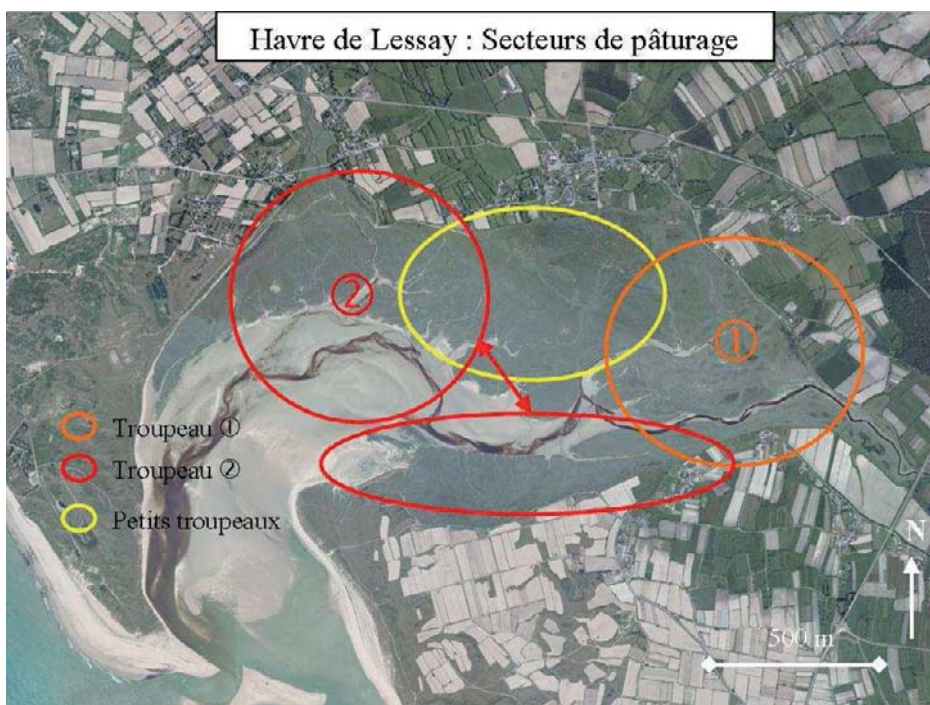
IV.1.3 / Répartition des élevages et pratiques des éleveurs

Les petits troupeaux se trouvent tous au niveau du bourg de Saint-Germain sur Ay, et pâturent la zone d'herbu devant le bourg. La petite taille de ces troupeaux leur permet un fonctionnement pratiquement sans surfaces de repli.

Un troupeau de 170 brebis (Troupeau ①) est situé en amont du havre, près de la route touristique, et pâture la zone comprise entre cette route et le bourg.

Un autre troupeau de 350 brebis (Troupeau ②) est en général basé au lieu-dit "La Gaverie" et pâture la partie aval du Havre.

Les troupeaux du bourg et la troupe de 170 brebis, qui dispose de surfaces de repli en amont du Havre, ont des secteurs de pâturage assez stables (Figure ci-jointe).



En revanche, le troupeau de 350 brebis est beaucoup plus instable, de par sa taille et de par la qualité de la zone d'herbu sur laquelle il s'installe en général.

Plus l'effectif d'un troupeau est important, plus il se déplace sur un pâturage où il n'y a pas d'obstacles. Ces déplacements ne sont pas proportionnels à la taille du troupeau et ne répondent pas seulement à la nécessité de parcourir une plus grande surface pour couvrir les besoins des brebis, mais sont aussi influencés par des comportements sociaux (compétition au pâturage) qui poussent le troupeau à se déplacer plus.

De plus, la zone de la Gaverie est une zone d'herbu bien drainée, ce qui est un avantage en hiver, mais un inconvénient en période sèche. Le troupeau a alors tendance à rechercher un pâturage plus vert, notamment sur la partie sud du havre, qui borde la commune de Créances. L'Ay étant bas à cette saison, les brebis peuvent le traverser, et on peut alors être confronté à des problèmes de divagation en direction des cultures de Créances.

Enfin, il n'y a aucune bergerie à proximité des herbus.

Le havre de Lessay est un havre magnifique, mais trop peu chargé en brebis, et qui le restera tant que des clôtures convenables ne viendront pas faciliter le travail des éleveurs. Le gardiennage n'est plus rentable de nos jours et il n'est pas possible de contrôler efficacement des troupeaux de taille professionnelle sans un minimum d'équipements de contention et de bergeries de taille suffisante pour accueillir ces troupeaux.

IV.2 / Les documents d'urbanisme

Le POS de Créances, en cours de révision, interdit radicalement toute construction dans les zones pressenties pour cela. Il est à souhaiter que le nouveau PLU lève cette impossibilité.

Le PLU de Saint-Germain-sur-Ay est en cours de révision au moment de la rédaction de cette étude. La rédaction du règlement de la zone N est particulièrement floue dans le PLU actuellement en vigueur et devra être remplacée par une rédaction plus nette, suivant les préconisations faites au III.2 de la deuxième partie de ce rapport.

V / Havre de Geffosses (Carte IV.5)

Ce havre n'a officiellement un éleveur que depuis 2004. Il n'a jamais semblé attirer l'attention et l'intérêt des éleveurs, mais en réalité, il est valorisé par du pâturage.

V.1 / Présentations du secteur

Surface du secteur : 130 ha

Présent en 2008 : officiellement 18 brebis

V.1.1 / Un pâturage non officiel

Les 18 brebis officiellement présentes ne sont pas les seuls herbivores à fréquenter ce pâturage. Une visite de terrain, même rapide, suffit à se persuader que des bovins, des équins et au moins un autre troupeau de brebis pâturent cet herbu. Des clôtures à deux fils électrifiés parcourent cet herbu, des surfaces significatives ont manifestement été fauchées dans le courant de l'année. Il est donc clair que ce havre fait l'objet d'une intense occupation sans titre.

V.1.2 / Des limites géographiques peu claires

Les limites de l'herbu lui-même sont particulièrement difficiles à cerner. On trouve au beau milieu de ce havre un début de formation de dune, quelques arbustes épars, ce qui ne signale pas clairement la présence d'un pré salé. Cependant, les criches qui parcourent cette zone sont bien dessinées selon la répartition classique sur un herbu, et on rencontre jusqu'aux abords des champs cultivés du chiendent maritime. Il faut ici signaler que ce pré salé est séparé de la mer par la route dite "touristique" (la D650) et que la mer n'y pénètre que par un passage de quelques mètres de large sous la route.

Pour expliquer cet état de choses, on peut avancer une hypothèse : cet herbu est bien à un niveau inférieur à celui des marées de vives eaux, mais la mer n'a pas le temps d'y pénétrer durant la marée haute : pour couvrir ce havre de 130 ha de 50 cm d'eau en 1 heure, il faudrait un débit de l'ordre de $180 \text{ m}^3/\text{s}$, très proche du débit moyen de la Seine ($218 \text{ m}^3/\text{s}$). Il est évident qu'un tel débit ne peut pas passer sous la route, et que, avant que le havre ne se remplisse, la marée est déjà redescendue.

Même si cet herbu a un caractère très terrestre, il nous paraît donc nécessaire de le considérer comme un pré salé dans son intégralité, ce que ne fait pas la carte de définition des espaces littoraux, laquelle situe la bande des 100 m à l'intérieur du pré salé. En cela, cette carte est en contradiction avec le cadastre, et avec les observations de terrain. Les limites prises en compte ici seront donc celles du cadastre. C'est dans ces limites que la surface du havre a été mesurée.

Il faut aussi signaler que cet herbu a fait l'objet de nombreux travaux (terrassement, creusement de mares) dont certains sont liés à l'aménagement récent d'un sentier de découverte et d'observation des oiseaux.



V.2 / Documents d'urbanisme

Le POS de Geffosses classe les zones éventuellement accessibles à l'implantation de bergeries en zone ND, et interdit toute construction nouvelle sur cette zone.

VI / Agon-Coutainville (carte IV.6)

VI.1 / Le pâturage et le pré salé

Surface : 153 ha

Présent en 2007 : 165 brebis

Limite AOC : 990 brebis

S'il existe un problème sur cet herbu, c'est sa sous utilisation par le pâturage. Cependant, la gestion de cet herbu s'inscrit dans la gestion générale du territoire de la Pointe d'Agon et dépasse ainsi de loin les enjeux de l'élevage de pré salé. La Pointe d'Agon est un site remarquable du littoral de la Manche, avec une forte fréquentation touristique, une activité conchylicole elle aussi importante, et des enjeux environnementaux qui portent autant sur le pré salé lui-même que sur la partie terrestre du site.

VI.2 / L'éleveur et son troupeau

VI.2.1 / Structure et avenir de l'élevage

L'élevage de la Pointe d'Agon est un GAEC (le GAEC du Phare) dont l'activité dominante est l'ostréiculture. Les 165 brebis du troupeau ne sont donc qu'une petite activité annexe, permettant de valoriser les surplus de main d'œuvre de l'exploitation principale et d'entretenir les dunes et le pré salé. Ce troupeau ne semble pas devoir perdurer, car la main d'œuvre sur l'exploitation pourrait faire défaut dans les années à venir.

L'éleveur dispose à proximité de l'herbu d'une bergerie qui sert aussi au stockage des fourrages, de 375 m². Quelques surfaces cultivables permettent la production des fourrages conservés consommés en hiver par les brebis.

VI.2.2 / Pratiques de l'éleveur

Les pratiques de l'éleveur sont classiques en termes de période de mise-bas et de finition des agneaux. Aucun concentré n'est apporté à ceux-ci. Le troupeau évolue entre le pré salé et la dune qui sert de surface de repli (environ 50 ha). Il joue donc un grand rôle d'entretien de milieux naturels, tant sur le pré salé que sur le milieu terrestre.

VI.3 / Diagnostic technique

Cet herbu est capable d'accueillir bien plus de brebis que celles que l'on y rencontre actuellement. Le Chiendent Maritime, comme dans toutes les situations de faible chargement animal, progresse considérablement, sur cet herbu qui par ailleurs s'agrandit régulièrement vers le Sud et l'Est.

Les dunes offrent des surfaces de repli suffisantes et remarquablement saines, idéales pour les brebis. La surface de dunes éventuellement pâturable est d'ailleurs bien plus importante que celle actuellement utilisée.

Les limites au développement de l'activité ovine sur cet herbu tiennent surtout au manque d'équipements. La bergerie ne peut pas accueillir plus de brebis que le troupeau actuel, et les clôtures de la parcelle de dunes utilisée sont vétustes. Envisager la gestion des milieux naturels que sont les dunes et le pré salé par le pâturage et maintenir un élevage sur ce site suppose de reconsidérer complètement les équipements (bergerie, stockage des fourrages, clôtures) disponibles pour l'élevage. En particulier, la surface de la bergerie existante devrait être portée à 800 m².



VI.4 / Le document d'urbanisme local

Le Plan d'Occupation des Sols d'Agon-Coutainville fait partie de ceux qui interdisent formellement toute construction nouvelle en zone 2ND. En revanche, l'article 1 de ce règlement admet, *"sous réserve de ne pas porter atteinte aux paysages, et que toutes dispositions soient prises pour une bonne intégration dans le site, les aménagements légers suivants :*

(...)

- ✓ *Les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, de pêche et cultures marines ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières ne créant pas de Surface Hors Œuvre Nette à condition que la localisation et l'aspect de ces aménagements ne dénaturent pas le caractère des lieux et que la localisation dans ces espaces ou milieux soit rendue indispensable par des nécessités techniques".*

Cet article ouvre la porte à la construction d'un agrandissement conséquent de la bergerie existante, ou de son remplacement par une bergerie moderne, plus fonctionnelle, et surtout mieux intégrée dans le site sur le plan architectural et paysager, dans le respect des conditions précisées dans les parties 1 et 2 de ce rapport. Un tel projet nécessitera le dépôt d'une demande de permis d'aménager, et non de permis de construire.

VII / Tourville sur Sienne (Carte IV.7)

VII.1 / Le pâturage et le pré salé

Surface officielle du secteur : 69 ha

Présent en 2007 : 270 brebis

Limite AOC : 414 brebis

La surface donnée ici nous semble contestable. En comptant la surface de l'île (carte ci-jointe) et le fait que les brebis accèdent toujours à la partie sud-ouest de l'herbu (à l'ouest du cours actuel du ruisseau qui traverse cet herbu), on arrive à une surface de l'ordre de 85 ha fréquentées par les brebis.

L'herbu de Tourville sur Sienne ne pose pas de problème majeur. Il est dans un très bon état de conservation. La surface en est suffisante pour accueillir un troupeau professionnel spécialisé. Il est de plus bordé de propriétés du Conseil Général dont une partie est louée à l'éleveur. L'ensemble, sur le plan du foncier, est cohérent et pratique pour l'élevage de Pré Salé.

En revanche, une difficulté majeure se pose pour l'éleveur de ce secteur, difficulté qui pourrait à terme remettre en question l'existence même de cet élevage : l'absence de bâtiments fonctionnels à proximité des herbus, et l'impossibilité actuelle d'en construire un.

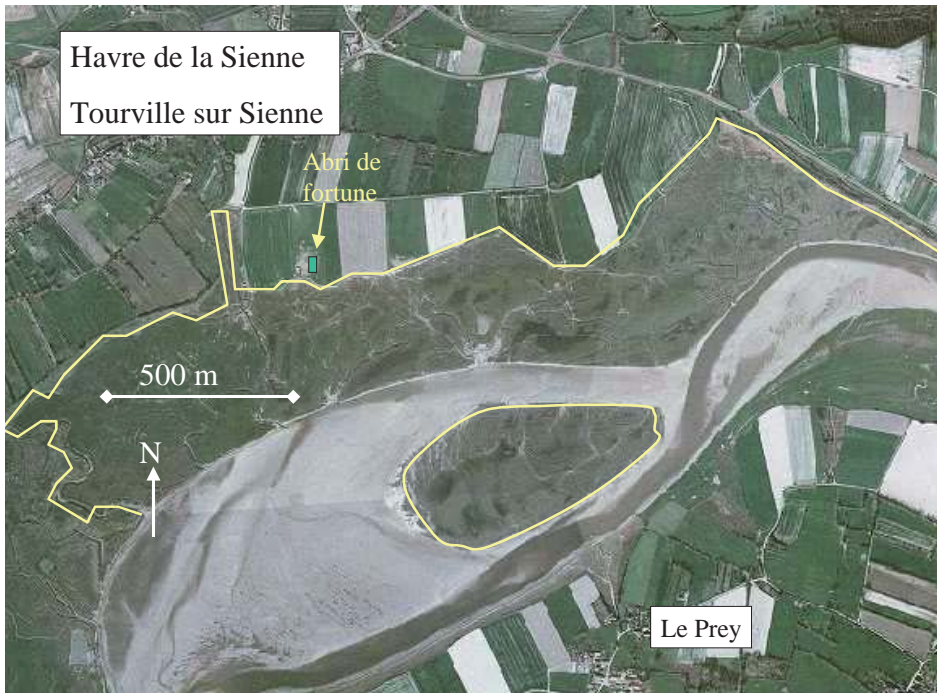
VII.2 / Structure et avenir des élevages

Un seul élevage se rencontre sur cet herbu. Il s'agit d'une structure professionnelle spécialisée, avec une troupe de 300 brebis en régime normal. Cette structure est parfaitement viable si l'on met de côté le problème de la bergerie. L'éleveur est encore jeune et sa succession n'est pas à envisager dans un avenir proche.

VII.3 / Pratiques de l'éleveur

Cet éleveur a une pratique du retrait en grande marée un peu particulière : les brebis sont remises à l'herbu quotidiennement à marée basse, et retirées pour la marée haute. On n'a pas, comme dans la majorité des cas, le retrait total du troupeau sur toute la période de vives eaux. Ceci est permis notamment par la proximité immédiate et la qualité des surfaces de repli.

En revanche, l'éleveur ne dispose sur place que d'un abri de fortune insuffisant pour réaliser un agnelage. Les brebis proches de la mise-bas sont donc chaque année rapatriées sur le siège de l'exploitation situé à 5 km de l'herbu. Là l'éleveur dispose d'une bergerie capable d'accueillir l'agnelage, mais ce va et vient permanent est une contrainte technique très difficile à maîtriser.



VII.4 / Document d'urbanisme

L'article N2 du règlement du PLU en cours de révision de Tourville sur Sienne reprend les termes de l'article R146-2 du code de l'urbanisme. Il ne rend donc pas impossible la construction de bergeries de pré salé dans la bande des 100 m et ne nécessite par conséquent pas de modification.

VIII / Heugueville sur Sienne (Carte IV.8)

Aucun projet n'a jamais pu être formalisé sur cet herbu où plusieurs occupants sans titre rendent la situation difficile. Il n'y a cependant aucun éleveur professionnel, et aucun projet de bergerie prévisible à moyen terme.

IX / Regnéville sur Mer (Carte IV.8)

IX.1 / Présentations du secteur

Surface du secteur : 81 ha
Présent en 2006 : 422 brebis
Limite AOC : 387 brebis

Urville-Le Prey : 64 ha pour 332 brebis (5,1 brebis/ ha) : Secteur identifiable mais chargement limite selon l'INAOQ.

Le Prey-La Trancardière : 17 ha pour 90 brebis (5,3 brebis/ha) : Secteur non identifiable en l'état.

Pour des raisons de position géographique et d'organisation future du pâturage, ces deux secteurs, distingués par l'INAOQ, sont ici regroupés. Il est plus que probable qu'à terme, ils soient intégrés dans un seul secteur s'étendant d'Urville à la Trancardière.

La situation de pâturage sur ce havre est la suivante :

↳ Si l'on considère la limite de chargement posée par l'INAO, le chargement animal est trop important, et l'un des deux sous-secteurs est considéré comme non identifiable.

↳ La totalité de l'herbu est pâturée par les brebis. On n'observe pas, comme dans d'autres havres, de situations contrastées entre des zones trop fréquentées, et des zones jamais pâturées.

↳ Seuls 1/3 du cheptel sont détenus par des éleveurs professionnels jeunes. Les 2/3 restants sont détenus par des retraités ou des salariés et constituent de trop petites troupes pour être considérées comme professionnelles.

IX.2 / Les éleveurs et les troupes

1.2.1 / Structure et avenir des élevages

Deux éleveurs professionnels non spécialisés utilisent ce secteur et possèdent 155 brebis à eux deux, soit 37% du cheptel du secteur. 13 éleveurs non professionnels (retraités, salariés ou agriculteurs possédant une toute petite troupe en complément de leur exploitation...) se partagent les brebis restantes.

L'avenir de ces élevages est incertain au cas par cas, chaque individu ne sachant pas forcément quand il va arrêter son activité ni si elle sera reprise. On peut cependant dresser un tableau général de l'évolution collective de ces élevages : les éleveurs non professionnels sont pour la plupart âgés et vont cesser leur activité dans les 10 ans qui viennent, sans espoir que celle-ci soit reprise. On peut donc envisager que, sous réserve d'une stabilité des cheptels des professionnels, l'effectif global de brebis du havre baisse d'environ 60 % dans les dix prochaines années.

Les éleveurs professionnels jeunes (moins de 40 ans) ont respectivement 75 et 80 brebis. Ces deux éleveurs disposent chacun d'une ancienne stabulation à vaches laitières qu'ils envisagent de reconvertir en bergerie, à proximité immédiate des prés salés. Ces bâtiments auront une capacité d'accueil suffisante pour des élevages de 200 brebis chacun. Il n'apparaît donc pas comme une nécessité urgente que des bergeries puissent être construites sur ces secteurs.

Répartition des élevages et pratiques des éleveurs



IX.3 / Document d'urbanisme

Comme beaucoup de Plans d'Occupation des Sols, celui de Regnéville sur Mer bloque toute construction dans les secteurs qui seraient intéressants pour des constructions de bergeries nouvelles. Il n'est pas urgent de remédier à ce problème, mais il devrait être pris en compte lors de la prochaine révision générale de ce POS, qui devra forcément intervenir pour mettre en cohérence ce document avec le futur SCOT et avec la loi littoral. Les modifications pourront s'opérer sur le mode de ce qui est proposé au XI (Commune de Céaux, page..).

X / Montmartin-sur-Mer (Carte IV.9)

X.1 / Présentations du secteur

Surface : 78 ha pour 479 brebis (6,14 brebis/ha) :

Les herbus de ce secteur ne sont recouverts qu'aux grandes marées, et sont assez atterris. Les criches n'y sont pas larges et on ne rencontre de l'Obione des ports qu'au nord de la zone. La plus grande partie de ces herbus est accessible mécaniquement en conditions portantes.

Ce secteur est surtout intéressant parce qu'il préfigure l'avenir de beaucoup de secteurs de pâturage sur les havres, en termes de structures d'exploitation et donc de gestion des herbus, mais aussi en termes de gestion environnementale, avec un envahissement par le Chiendent Maritime.

X.2 / Les éleveurs et les troupeaux

X.2.1 / Structure et avenir des élevages

On rencontre sur ce secteur 4 éleveurs : 3 retraités qui détiennent environ 60 brebis, et un GAEC de deux jeunes éleveurs avec 400 brebis. La restructuration de l'élevage ovin de pré salé est ici pratiquement achevée, et cette situation devrait être de plus en plus fréquente. On n'a pas observé depuis bien longtemps la création de petites troupes, qui demandent autant de temps de surveillance qu'un troupeau important, sans générer les mêmes revenus.

Dans les dix prochaines années, il est probable que le GAEC du Passevin devienne l'unique éleveur sur ce secteur.

X.2.2 / Répartition des élevages et pratiques des éleveurs

Les 4 éleveurs se sont pratiquement divisé les herbus de manière à avoir chacun sa zone. Cet herbu s'y prête : il est coupé en deux dans le sens de la longueur par le Passevin, que les animaux ne peuvent pas traverser, et de plus il est étroit, et donc facile à diviser par des clôtures transversales. On peut distinguer 5 zones de pâturage.

①, ② et ③ : Ces trois zones sont utilisées comme pâturage par le GAEC du Passevin. Cette disposition est particulièrement favorable, autant sur le plan technique pour l'éleveur, que sur le plan environnemental. En effet, elle permet de gérer cet herbu comme un pâturage tournant, ce qui est utile pour des herbus très atterris comme ceux qui sont ici considérés.

Le fait de disposer de plusieurs zones d'herbu peut aussi autoriser une gestion du troupeau en lots, ce qui a déjà été réalisé par le GAEC du Passevin avec notamment l'isolement de lots d'agneaux sevrés (cf parties précédentes).

Pâturage tournant, clôtures, sevrage des agneaux, fauche des refus, ce GAEC a déjà mis en œuvre tous les éléments d'une gestion pastorale et les utilise couramment pour disposer d'un herbu en bon état. En 2005 l'effectif de ce troupeau était monté à 500 brebis, il a été ramené à

400 femelles en 2006 pour obtenir un chargement moins fort. Cependant, la fauche du Chiendent, qui n'était plus nécessaire en 2005, le redevient en 2006.



④ La zone 4 est utilisée par un éleveur retraité pour une vingtaine de brebis

⑤ La zone 5, séparée des autres par le Passevin, est utilisée par deux éleveurs dont l'un va probablement cesser son activité en 2007. Ils ont à eux deux environ 40 brebis.

X.3 / Document d'urbanisme

Le PLU de Montmartin-sur-Mer délimite clairement les espaces remarquables, et n'introduit pas de contraintes supplémentaires par rapport à la loi Littoral. En tout état de cause, sur ce secteur, il est très peu probable que des projets voient le jour, le GAEC du Passevin étant convenablement équipé. Eventuellement, des agrandissements pour le stockage des fourrages pourraient seuls être nécessaires.

XI / Havre de la Vanlée (Carte IV.10)

XI.1 / Présentations du secteur

XI.1.1 / Le pâturage

Surface : 223 ha

Limite UGB posée par l'INAO : 1338 brebis soit 200 UGB

Présent en 2006 : 1370 brebis soit 205,5 UGB

Les problèmes liés au pâturage existant sur ce havre sont les suivants :

↳ D'après la limite de chargement posée par l'INAO, le chargement animal est trop important.

↳ Certaines zones de l'herbu sont trop fréquentées et pâturées par les brebis, et présentent une végétation rase, prostrée, dont les plantes n'expriment jamais leur potentiel productif, d'autres ne le sont pas assez et sont envahies d'une seule espèce peu appréciée des brebis. Dans les deux cas, la production de fourrages de l'herbu est très inférieure à son potentiel.

XI.2 / Les éleveurs et les troupeaux

XI.2.1 / Structure et avenir des élevages

Trois éleveurs spécialisés utilisent ce havre et possèdent 1080 brebis à eux trois, soit 80 % du cheptel du havre. 11 éleveurs non professionnels (retraités, salariés ou agriculteurs possédant une toute petite troupe en complément de leur exploitation...) se partagent les 260 brebis restantes.

L'avenir de ces élevages est incertain au cas par cas, chaque individu ne sachant pas forcément quand il va arrêter son activité ni si elle sera reprise. On peut cependant dresser un tableau général de l'évolution collective de ces élevages : les éleveurs non professionnels sont pour la plupart âgés et vont cesser leur activité dans les 10 ans qui viennent, sans espoir que celle-ci soit reprise.

On peut donc envisager que, sous réserve d'une stabilité des cheptels des professionnels, l'effectif global de brebis du havre baisse d'environ 20 % dans les dix prochaines années. Les éleveurs professionnels sont plus jeunes, et le premier qui partira à la retraite le fera en 2017.

XI.2.1 / Répartition des élevages

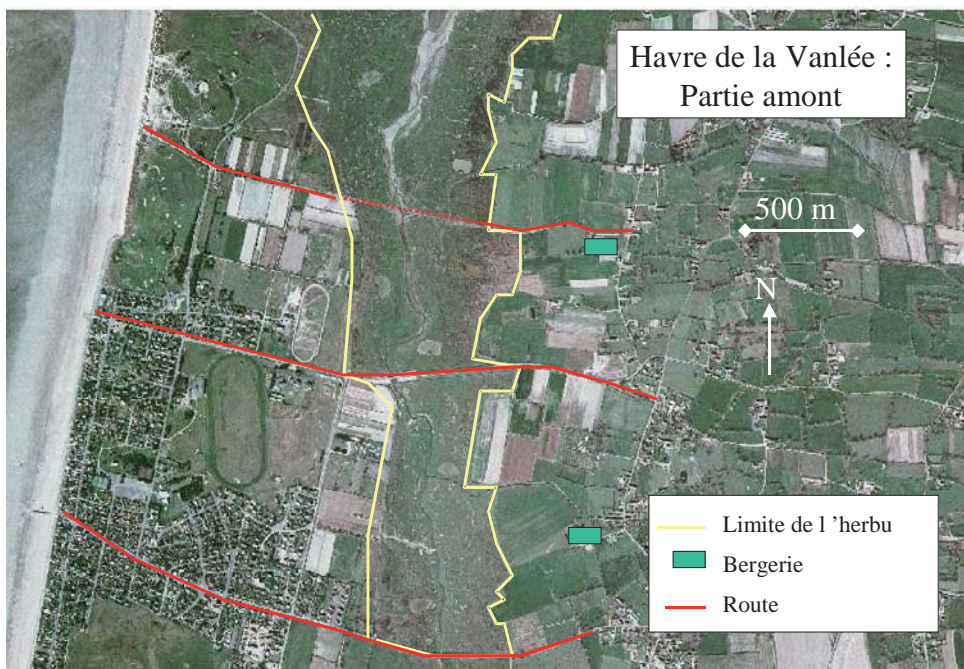
En amont du havre, ce qui correspond à peu près à la commune de Bréhal, deux éleveurs spécialisés et professionnels ont une structure d'élevage et un fonctionnement classique :

Bergerie en bordure du havre, fonctionnelle et suffisante pour le troupeau. Dans un cas, il serait cependant nécessaire de pouvoir construire un agrandissement de la bergerie pour le stockage des fourrages.

Accès direct au havre depuis leurs terres.

Un éleveur proche de la retraite possède encore 40 brebis, mais ce cheptel devrait disparaître assez vite.

Dans cette zone, les troupeaux se mélangent peu, chaque élevage ayant son "secteur", à l'exception de l'éleveur le plus au nord, dont les brebis côtoient celles de l'aval du havre. A l'extrême sud du havre, on a des zones envahies par le chiendent maritime, et donc délaissées par les animaux.



En aval du havre, sur la partie de l'herbu correspondant à la commune de Bricqueville sur Mer, on rencontre un éleveur spécialisé et le reste des "petits élevages". Cette zone est caractérisée par une communication difficile entre l'herbu et les exploitations. La plus grande partie de la surface de pâturage se trouve côté mer, alors que les bergeries sont côté terre. La présence du village des Salines au bord du havre implique de plus que ces bergeries sont plus éloignées de l'herbu.

Les éleveurs ont donc besoin de bergeries "relais" que l'on rencontre sur la dune grise, qui est propriété de la commune. Ces petites bergeries leur permettent d'abriter leurs brebis la nuit lorsque le temps est défavorable, et de distribuer éventuellement des compléments d'alimentation. Elles servent aussi à la contention des brebis pour les interventions techniques et sanitaires.

La seule solution technique qui permettrait de sauvegarder cet élevage à long terme sur cette partie de l'herbu consisterait à construire une bergerie sur la dune communale, ce qui semble un projet difficile à mettre en œuvre. Il est donc probable que dans les 20 ans qui viennent, la

partie aval du havre ne soit plus pâturée, en tout cas pas dans les mêmes conditions techniques qu'aujourd'hui.



XI.3 / Les documents d'urbanisme

Les Plans Locaux d'Urbanisme de Bricqueville sur Mer et Bréhal, dans leur rédaction actuelle, empêchent toute construction de bergerie.

Dans le PLU de Bricqueville sur Mer, on trouve une zone "Nb" qui prend acte de la présence de bergeries sur la dune grise qui fait face au village des salines.

Bréhal est une des rares communes du littoral qui propose dans son PLU une délimitation précise des espaces remarquables. Le règlement de ce PLU y interdit cependant les constructions, ce qui ne pose pas de problème immédiat puisque les deux éleveurs de cette commune disposent des équipements nécessaires à leur activité.

La possibilité à long terme de maintenir l'élevage sur ce havre, en particulier au nord, dépend d'une volonté politique forte.

XII / Genêts et Vains (Carte IV.11 et IV.12)

XII.1 / Présentations du secteur

XII.1.1 / Le pâturage

Ces deux communes sont ici réunies car les secteurs pertinents pour la réflexion ne coïncident pas avec les limites administratives des communes. De plus :

- ✓ les ovins y sont très minoritaires : ils sont surtout pâturés par des bovins, et on y pratique la fauche pour la récolte de fourrages sur l'herbu de Vains.
- ✓ la question des bergeries y répond à la même problématique : on voit progressivement, même si ce n'est que le début de cette évolution, le pré salé remplacer les élevages de bovins, car cette production constitue une meilleure valorisation économique de ce pâturage. Or les sites possibles d'implantation des bergeries sont très rares.

On peut distinguer deux secteurs :

Du Bec d'Andaine au Grouin du Sud :

Surface : plus de 250 ha (cette surface n'est pas connue avec précision car cet herbu a considérablement évolué ces dernières années).

Limite UGB posée par l'INAO : 1500 brebis soit 225 UGB

Présent en 2007 : 485 brebis, 78 bovins et 15 équins, soit 158,55 UGB

Vains :

Surface : environ 280 ha

Limite UGB posée par l'INAO : 252 UGB

Présent en 2007 : 294,15 UGB, dont 200 brebis (30 UGB)

A l'évidence, sur ce secteur, les animaux déclarés ne sont pas tous présents, ou pas toute l'année, car de la fauche y est pratiquée pour la récolte de foin.

XII.2 / Les éleveurs et les troupeaux

Quelques petits élevages de brebis y existent, auxquels se sont récemment ajoutés deux élevages professionnels sur la commune de Vains, l'un en 2001, l'autre en 2005. Ils comptent aujourd'hui respectivement 400 et 200 brebis. Ce sont des éleveurs jeunes.

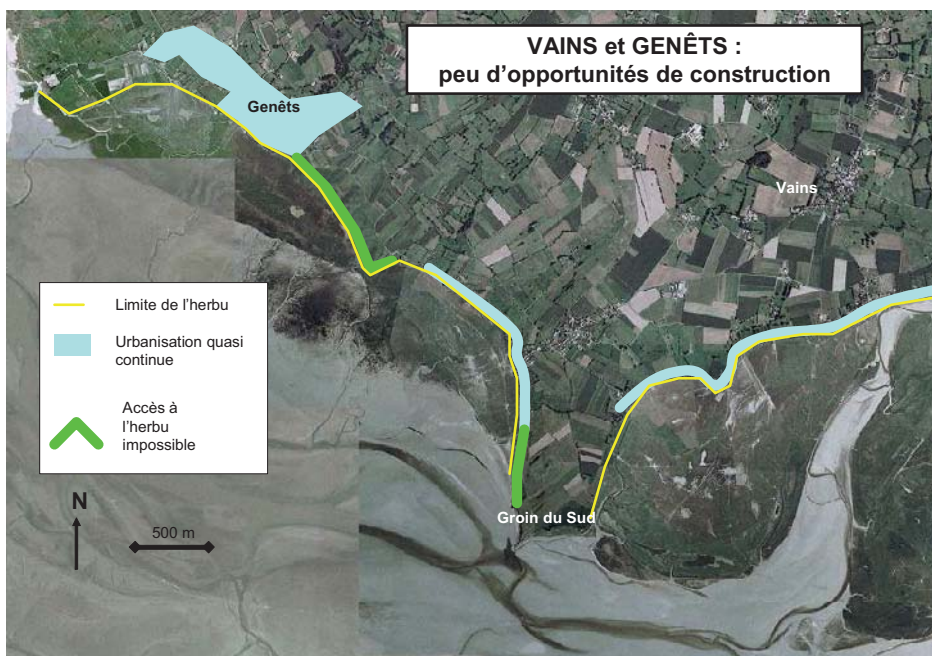
Cependant, le premier des deux ne dispose pas d'une bergerie pour ses brebis et doit travailler dans des conditions très difficiles avec ses 400 brebis. L'autre éleveur a reconverti un bâtiment existant ou obtenu un permis de construire en continuité avec des bâtiments d'élevage préexistants.

Le reste des élevages est constitué en majorité de bovins, le plus souvent laitiers : le pré salé sert alors de pâturage d'appoint pour des génisses ou des vaches tarées.

XII.3 / Sites de constructions possibles pour des bergeries

La grande difficulté de notre étude sur ce secteur tient au très faible nombre de possibilités de constructions, ceci étant vrai pour ces deux communes. Ce problème a deux origines :

- ✓ L'urbanisation quasi continue du littoral
- ✓ Les reliefs des zones non urbanisées ne permettent pas l'accès à l'herbu pour une troupe de brebis.



Les zones où il est envisageable de construire des bergeries sont donc rares et de faible dimensions. Même si des solutions sont trouvées pour construire une ou deux bergeries, il ne sera jamais possible d'en construire assez pour pâture convenablement ces herbues avec des brebis.

XII.4 / Les documents d'urbanisme

Le POS de Vains interdit les constructions en zone 2ND. Celui de Genêts est le seul qui autorise, dans son règlement, "les abris pour les brebis paissant sur les prés salés". Dans les deux cas, les articles 6 à 9 ne sont pas réglementés, ce qui fragilise la validité juridique du document (cf deuxième partie, III.2.2).

Les zones sur lesquelles les constructions de bergeries sont possibles sont extrêmement restreintes. La solution envisagée au III.2.2 de la deuxième partie pourrait donc s'appliquer : les PLU de ces communes pourraient sur ces zones (Voir carte N° IV.4) créer dans son règlement une zone "Nb" dédiée à la construction des bergeries.

XIII / Le Val Saint-Père (Carte IV.13)

Aucune étude détaillée de la situation n'a pu être faite, mais les petits troupeaux restent nombreux sur cette commune. Comme ils ont tendance à disparaître, il est probable que la nécessité de construire des bergeries apparaisse dans les années à venir. Cependant, quelques élevages professionnels sont déjà bien implantés sur ce secteur et disposent d'outils de travail convenables.

Les évolutions nécessaires du document d'urbanisme pourront être envisagées sur le modèle de ce qui est proposé pour la commune de Céaux.

XIV / Céaux (Carte IV.14)

Comme pour les autres communes de la baie, l'élevage de pré salé sur Céaux n'a pas pu faire l'objet d'une étude détaillée. Cependant, des projets de construction pour des élevages de taille moyenne y existent et ne peuvent voir le jour en raison des dispositions du Plan d'Occupation des Sols. Les modifications suivantes du règlement de ce POS peuvent être proposées :

En en-tête du chapitre V : suppression de la phrase : "Toute construction nouvelle, de quelque nature qu'elle soit, est exclue de ces zones"

Au chapitre V, Article II ND 1, § II : Occupations du sol admises sous conditions : la rédaction actuelle est la suivante :

§ II – Occupations du sol admises sous conditions

Sont admis :

- Les aménagements ou les extensions mesurées des bâtiments existants, sous réserve d'une bonne intégration dans le site

Elle pourrait être remplacée par :

§ II – Occupations du sol admises sous conditions

Sont admis :

- Les aménagements ou les extensions mesurées des bâtiments existants, sous réserve d'une bonne intégration dans le site
- A l'exclusion de toute forme d'hébergement et à condition qu'ils soient en harmonie avec le site et les constructions existantes, pour l'activité d'élevage d'ovins de prés salés, les constructions et aménagements exigeant la proximité immédiate de l'eau liés aux activités traditionnellement implantées dans ces zones, à condition que leur localisation et leur aspect ne dénaturent pas le caractère des sites, ne compromettent pas leur qualité architecturale et paysagère et ne portent pas atteinte à la préservation des milieux, et que leur localisation soit rendue indispensable par des nécessités techniques ; ces aménagements doivent être conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.

XV / Grand Herbu Est : Courtils, Huisnes sur Mer, Ardevon (Carte IV.15 et IV.16)

Cet herbu constitue un secteur de pâturage unique, et le plus important de la Manche (il représente à lui seul presque la moitié de la surface de prés salés du département). Sur ces trois communes, les constructions de bergeries sont devenues impossibles, soit parce que l'urbanisation du littoral est trop continue, soit parce que le règlement des documents d'urbanisme ne le permet pas.

Cependant, les élevages y ont effectué leur restructuration dans les années 80 et 90 et presque tous les éleveurs disposent de bergeries convenables (certaines mériteraient cependant une restauration). Il n'y a donc pas d'urgence absolue.

Par sa taille (plus de 1000 ha), sa profondeur (distance entre la limite des plus hautes eaux et les zones de pâturage les plus éloignées : plus de 2,5 km) et le nombre de bêtes qui le pâturent, cet herbu pose des problèmes de gestion qu'on ne rencontre pas ailleurs, et dont le mode d'implantation actuel des bergeries est une des causes.

La réflexion sur la construction éventuelle des bergeries dans ce secteur ne peut donc pas s'affranchir d'une concertation large et d'une étude précise sur le sujet du pâturage. Ces questions dépassent le cadre communal et pourraient être abordées dans le cadre de la GIZC.

On rencontre par ailleurs à Ardevon une situation qui a inspiré une des règles de positionnement des bergeries prises dans ce rapport : des bergeries sont situées dans un village, et doivent traverser une route fréquentée pour accéder à l'herbu. Cette situation crée une gêne pour les éleveurs dans leur travail, et pour les riverains, résidents ou touristes. Cette disposition est porteuse de difficultés difficiles à résoudre autrement qu'en déplaçant les bergeries.

XVI / Beauvoir (Carte IV.17)

L'élevage a totalement disparu de cet herbu en 2007. Le dernier éleveur, qui détenait 400 brebis, a cessé son activité d'élevage. Or cet herbu est bordé de polders qui constituent des terres de très bonne qualité pour la production légumière. On voit là le résultat de la concurrence entre productions agricoles, et cette dynamique est clairement à l'œuvre dans les communes bretonnes avoisinantes, où le nombre d'éleveurs a considérablement baissé ces dernières années.

Compte tenu du prix des terres dans ces secteurs, il est fort peu probable qu'un éleveur de brebis puisse s'y installer de nouveau. De plus, les documents d'urbanisme du Mont Saint-Michel et de Beauvoir ne permettraient pas de constructions.

CONCLUSION GENERALE

Dans plusieurs secteurs des prés salés de la Manche, l'élevage de pré salé est en danger de disparition, ou pour le moins d'affaiblissement d'une production déjà très limitée. La possibilité de construire des bergeries adaptées aux conditions de travail d'aujourd'hui est une des conditions du maintien de cet élevage, mais aussi de la maîtrise de son impact sur l'environnement. De ce point de vue, le bilan de la construction de telles bergeries peut être positif : les inconvénients de l'implantation de bâtiments dans ces sites protégés peuvent être fortement compensés par les avantages de ces outils en terme de gestion des milieux naturels et par la qualité architecturale et paysagère des implantations.

Les principaux obstacles réglementaires qui restent tiennent à la rédaction des documents d'urbanisme locaux, qui dans beaucoup de cas bloquent de manière forte tout projet d'installation sur les espaces où les constructions de bergeries seraient techniquement possibles et utiles. Ces documents auront à évoluer dans les années à venir. Il convient donc de prévoir dans les phases ultérieures de ce travail une communication forte auprès des élus locaux pour leur faire prendre conscience de l'importance de la production d'agneau de pré salé pour leur territoire, et des dangers de disparition qui la guettent. Ce sont eux qui pourront rendre l'avenir de cette production moins sombre, s'ils le souhaitent. Ce document pourra alors les aider à prendre en compte cette activité.

BIBLIOGRAPHIE

AGRESTE – 2005 – La statistique agricole (<http://agreste.agriculture.gouv.fr>) – Effectifs animaux

BAKKER, 1985 : The impact of grazing on plant communities, plant populations and soil conditions on salt marshes – in : Vegetatio ISSN 0042-3106 – Coden VGTOA4 – Vol 2 – N° 1-3 – pp 391-398.

BOUCHARD V., TESSIER M., DIGAIRE F., VIVIER J.P., VALERY L., GLOAGEN J.C., LEFEUVRE J.C. - 2003 - Le pâturage ovin comme outil de management des marais salés ouest européens – in Comptes Rendus Biologies – Vol 326, supplément 1 – pp148-157.

Chambre d'Agriculture de la Manche, POUILLE T. – 2007 - Havres de la côte ouest du Cotentin : Gestion technique du pâturage sur le Domaine Public Maritime — Rapport de mission pour le Syndicat de Défense de l'AOC de l'Agneau de Pré-salé des Havres et de la Baie du Mont Saint Michel - 46 p.

Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres – 2007 – Document d'Objectifs Natura 2000 "Littoral Ouest du Cotentin de Bréhal à Pirou" - 99 p.

DELISLE L., 1903. Etudes sur la condition de vie de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au Moyen-Age, ed Honoré Champion, Paris, 752 p.

Document d'Objectifs Natura 2000 Baie de Somme – 2008 – www.baiedesomme.org

France Agnelles Association -1995- Catalogue des équipements ovins – Ed. France Agnelle Association – BP 13, 63370 LEMPDES – 83 p.

GALAN F - 2003 – Le Logement des ovins : des exemples pour allier fonctionnalité et investissement économe – In Références Réseaux d'élevage Normandie/Nord-Picardie – Institut de l'élevage – 24 p.

INAOQ – 2007 – Cahier des Charges de l'AOC "Pré-Salé du Mont Saint-Michel" -

INRA – 2007 – Alimentation des bovins, Ovins et caprins – Besoins des animaux – valeurs des aliments – Tables Inra 2007 – Guide pratique, Ed. Quæ – 307 p.

LAFAILLE P., PETILLON J., PARLIER E., VALERY L., YSNEL F., RADUREAU A., FEUNTEUN E., LEFEUVRE J.C. – 2005 – Does the invasive plant *Elymus anthericus* modify fish diet in tidal salt marshes ? – Estuarine, Coastal and Shelf Science 65 – pp 739-746.

LEFEUVRE – 2008 – Invasion des marais salés interditaux par un complexe d'espèces et d'hybrides de chiendent (appartenant au genre *Elytrygia*) et fonctionnement écologique des marais salés du Mont Saint-Michel – www.ecologie.gouv.fr/Invasion-des-marais-sales.html - 56 p.

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables – Notice explicative pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable – 30 p.

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables – Septembre 2007 – Bilan de la loi Littoral et des mesures en faveur du littoral – www.ecologie.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_loi_littoral_14092007.pdf - 126 p

MORRE J., 1937. Races ovines de l'Avranchin et du Cotentin. Etude des moutons d'herbage producteur de viande du département de la Manche. Thèse doct. Vétérinaire Fac. Méd. De Paris.

PETILLON J., YSNEL F., LEFEUVRE J.C., CANARD A. – 2005 – Are salt marshes invasions by the grass *Elymus Athericus* a threat for two dominant halophilic wolf spiders ? – in The Journal of Arachnology – n° 33 – pp 236-242

PION E., 1889. Les prés-salés. Imp Dubreuil, 18 et 18 bis rue des Martyrs, Paris, 32 p.

PRIEUR L. - 2005 – La Loi Littoral – Ed. Techni.Cités Col. Dossier d'expert, Voiron (www.territorial.fr) – 164 p.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE - 25 octobre 1996 - Association "Information et défense de Cannes" c/ Commune de Cannes, in BJDU n°5/96, p.317

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE - 31 octobre 1996 - Syndicat des propriétaires de la pointe de la Croisette c/ Commune de Cannes, in BJDU n°6/96, p. 388

TOMAS DU FOSSE P., 1879. Mémoires. Tome IV, vol 1, Météree et C° ed à Rouen.

TEXTES REGLEMENTAIRES CITES

Articles du Code de l'Urbanisme

Loi Littoral

L146-1 : Champ d'application des articles de la loi littoral

L146-2 : Coupure d'urbanisation

L146-3 : Libre accès du public

L146-4 : Définitions des espaces Proches du rivages et de la bande des 100 m. règles d'urbanisme sur ces espaces

L146-6 : Définition des Espaces remarquables : règles d'urbanisme sur ces espaces

R146-1 : Liste d'espaces remarquables

R146-2 : Aménagements possibles dans les espaces remarquables

Documents d'Urbanisme

L122-1 à L122-19 : Schémas de cohérence territoriale

L123-1 à L123-19 : Plans locaux d'urbanisme

R123-2 : Rapport de présentation d'un PLU

R123-9 : Destination des bâtiments

R123-17 : Procédure et contenu d'un PLU : consultation de l'INAO et de la Chambre d'Agriculture

Permis de construire et d'aménager

R421-1 et R421-14 : Permis de Construire

R421-22 : Permis d'Aménager en Espaces Remarquables

R431-7 à R431-10 : contenu du dossier de demande de permis de construire

R431-16 : Notice sur l'activité économique

R441-2 à R441-4 : contenu du dossier de demande de permis d'aménager

Articles du Code de l'Environnement

L123-1 : Enquête publique

L341-1 à L341-22 : classement et inscription des sites

Articles du Code Rural

L112-3 : Consultation d'organismes agricoles lors de la réalisation d'un PLU

Circulaires, arrêtés, décrets

Circulaire du 20 juillet 2006 (DEVD0650371C) : définition des Espaces Remarquables

Circulaire du 15 mars 2005 (EQUU510271C) : notion d'aménagement léger

Conseil d'Etat, N° 183047, 6 septembre 1999 : Sites classés

Décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature